



WORKING
PAPER N° 6

AJUSTER LES RÉPONSES POLITIQUES POUR PRÉVENIR L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LES PAYS CÔTIERS D'AFRIQUE DE L'OUEST

JANVIER 2026

Cyrielle Trebosc (SIPRI). **Arsène Brice Bado** (CERAP). **Kaderi Noagah Bukari** (Université de Cape Coast). **Kokou Folly Lolowou Hetcheli** (Lomé University). **Adam Nouhoun Loukoumanou** (LASDEL).

SOMMAIRE

Acronymes et abréviations p.4

1. INTRODUCTION

P.5

Méthodologie	6
Zone d'étude, population étudiée et échantillonnage	6
Méthodologie d'analyse des données	7

2. VULNÉRABILITÉ DES PAYS CÔTIERS FACE À L'EXPANSION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

P.8

Menace extérieure et insécurité croissante : le Burkina Faso, épicode de la menace qui pèse sur les pays côtiers	8
Les faiblesses de la gouvernance et les populations vulnérables	10
Les questions foncières : un puissant moteur de conflit	12

3. DES RÉPONSES MILITAIRES AUX RÉPONSES HOLIS- TIQUES : UN CHANGE- MENT IMPORTANT

P.14

Renforcer la sécurité par des investissements militaires	15
Défis à relever : corruption et manque de ressources	17

**4. RÉPONSES SO-
CIO-ÉCONOMIQUES :
AMÉLIORER LA GOU-
VERNANCE ET RE-
LEVER LES DÉFIS
DANS UN CONTEXTE
INTERNATIONAL EN
MUTATION**

P.20

Investissement national visant à renforcer la gouvernance dans les territoires isolés 20

Les organisations de la société civile (osc) et les initiatives locales pour la cohésion sociale et le développement économique 23

Difficultés : diminution du financement international et problèmes de collaboration 25

CONCLUSION 27

RECOMMANDATIONS 28

BIBLIOGRAPHIE 29

AVIS DE NON-RESPONSABILITÉ :

Ce document de travail a été produit pour examen par le réseau REcAP. Il a été préparé par une équipe de recherche indépendante. Les auteurs sont seuls responsables du contenu de ce rapport et les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement celles du réseau REcAP.

POUR CITER CETTE PUBLICATION :

Trebosc, C., Bado, A. B., Bukari, K. N., Hetcheli, K. F., & Loukman, A. (2026). Ajuster les réponses politiques pour prévenir l'extrémisme violent dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. (Working Paper No. 6). REcAP Network. DOI: 10.5281/zenodo.20640846

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

ABeGIEF	Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers (Beninese Agency for Integrated Border Space Management)
AES	Alliances des Etats du Sahel
AFRICOM	United States Africa Command
AILCT	Académie Internationale de Lutte contre le Terrorisme (International Academy for the Fight Against Terrorism)
CRJET	Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme (Court for the Suppression of Economic Offences and Terrorism)
CROAT	Centre de renseignement opérationnel antiterroriste (Counterterrorism Operational Intelligence Centre)
OSC/OSCs	Organisation de la société civile
DAGL	District Autonome du Grand Lomé
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest
GIZ	Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (German Agency for International Cooperation)
PDI	Personne Déplacée Interne
EIGS	État islamique dans le Grand Sahara
JNIM	Jama'a Nusrat ul-Islam wa al-Muslimin
LASDEL	Laboratoire d'Etudes et de Recherches sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local
ONG/ONGs	Organisation Non-Gouvernementales
CNP	Conseil national pour la paix
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves (Ivorian Office of Parks and Reserves)
PEV	Prévention de l'Extrémisme Violent
SIPRI	Stockholm International Peace Research Institute
NU	Nations Unies
PNUD	Programme des Nations unies pour le développement
HCR	Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
UNIDIR	Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement
ONUDC	Office des Nations unies contre la drogue et le crime
USAID	United States Agency for International Development
VDP	Volontaires pour la défense de la patrie (Volunteers for the Defence of the Homeland)

EN RAISON DE L'EXPANSION TERRITORIALE DES GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS¹ ACTIFS DANS LE SAHEL CENTRAL, LA PROPAGATION DE L'INSÉCURITÉ EST DEVENUE UNE PRÉOCCUPATION MAJEURE DANS LES POLITIQUES DE SÉCURITÉ DES PAYS CÔTIERS D'AFRIQUE DE L'OUEST. LE BÉNIN, LE TOGO ET LA CÔTE D'IVOIRE ONT RÉCEMMENT FAIT L'OBJET DE DIFFÉRENTES FORMES D'ATTAQUES MENÉES PAR DES GROUPES DJIHADISTES (EIZENGA & GNANGUËNON, 2024 ; BROTTM, 2022).

Bien que le Ghana n'ait pas été attaqué, la menace persiste, en particulier dans les communautés frontalières où les jeunes sont recrutés et radicalisés par des groupes terroristes (Bukari & Koren, 2025 ; Kotia & Bonsoh, 2024 ; Konrad Adenauer Stiftung, 2022). Ainsi, les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest sont confrontés à des menaces croissantes de radicalisation et d'extrémisme violent. Ces quatre pays partagent des facteurs de vulnérabilité qui augmentent le risque d'expansion des groupes terroristes sur leur territoire, notamment une cohésion sociale affaiblie et des conflits pour l'accès aux ressources naturelles et à la terre, qui peuvent potentiellement conduire à la violence (Pellerin, 2022 ; Assanvo, 2021). Leurs régions septentrionales, où la présence de l'État est historiquement limitée, sont également confrontées à des réseaux croissants d'économies illicites, dont certains contribuent à financer des groupes armés (Berger, 2023). En particulier, la détérioration de la situation au Burkina Faso constitue une menace directe pour les pays côtiers du fait de leurs zones frontalières poreuses.

CES QUATRE PAYS PARTAGENT DES FACTEURS DE VULNÉRABILITÉ QUI AUGMENTENT LE RISQUE D'EXPANSION DES GROUPES TERRORISTES

L'EXPÉRIENCE DU MALI AGIT COMME UN SIGNAL D'ALARME QUI MONTRE QUE L'EXPANSION DES GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS N'EST PAS SEULEMENT UNE QUESTION DE SÉCURITÉ, MAIS AUSSI UNE QUESTION LIÉE À LA JUSTICE SOCIALE ET À LA GOUVERNANCE

Pour gérer les risques liés à la radicalisation et à l'extrémisme violent, le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire et le Ghana - ont adopté diverses stratégies, allant de mesures militaires à des approches impliquant des acteurs communautaires et non étatiques. L'expérience du Mali agit comme un signal d'alarme qui montre que l'expansion des groupes extrémistes violents n'est pas seulement une question de sécurité, mais aussi une question liée à la justice sociale et à la gouvernance. Ces considérations doivent être prises en compte par les gouvernements afin de prévenir l'accumulation de griefs et de ressentiments que ces groupes exploitent pour recruter des membres et s'implanter dans les communautés locales. Ainsi, la présence et la propagation de l'extrémisme violent doivent être analysées en relation avec la gouvernance et la justice, les inégalités régionales et l'enclavement, le manque d'accès aux ressources et aux services socio-économiques de base et, plus largement, en tenant compte des attentes et des besoins des populations (Ranstorp & Meines, 2024).

Au niveau régional, les changements anticonstitutionnels de gouvernement au cours des cinq dernières années ont eu des conséquences sur la coopération transfrontalière. Depuis 2020, les coups d'État au Burkina Faso, au Niger et au Mali et la décision que leurs gouvernements militaires ont prise de se retirer de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de former l'Alliance des États du Sahel (AES), ont sapé la coopération militaire régionale essentielle pour lutter contre l'expansion des organisations extrémistes violentes. La coopération entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, ainsi qu'entre le Bénin et le Niger, est suspendue et les tensions augmentent régulièrement en raison des incursions transfrontalières des forces armées et de la fermeture des routes commerciales. En 2017, l'initiative d'Accra² a été lancée pour protéger les frontières, ce qui a donné lieu à diverses opérations militaires conjointes (International Crisis Group, 2023 ; Kimou Assi et al., 2023). En 2022, une force opérationnelle multinationale conjointe a été créée dans le cadre de l'initiative, mais elle n'est pas encore totalement opérationnelle³. Les zones frontalières sont particulièrement stratégiques, les frontières poreuses sont des zones de repli pour les groupes extrémistes violents et permettent la régionalisation des

¹ Le terme « groupe extrémiste violent » est couramment utilisé par les gouvernements. Cependant, il n'existe pas de définition universellement acceptée de l'extrémisme violent. Selon le plan d'action des Nations unies, « il s'agit d'un phénomène diversifié, sans définition claire, qui n'est ni nouveau ni exclusif d'une région, d'une nationalité ou d'un système de croyances. » En 2017, l'UNESCO, dans son document intitulé Prévenir l'extrémisme violent par l'éducation : guide à l'intention des décideurs politiques, a proposé une définition indiquant que le concept « fait référence aux croyances et aux actions de personnes qui soutiennent ou utilisent la violence pour atteindre des objectifs idéologiques, religieux ou politiques ». ² Mali, Niger, Burkina Faso, Bénin, Togo, Ghana, Côte d'Ivoire. ³ <https://unowas.unmissions.org/international-conference-accra-initiative>

conflits. Les parcs nationaux, tel que le parc national du W, qui chevauche le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, sont devenus des bases arrière pour le financement des actions des groupes extrémistes violents à travers des activités illégales et le recrutement de nouveaux combattants (International Crisis Group, 2023).

Comme la propagation de l'extrémisme violent est également alimentée par les difficultés économiques et la faiblesse de la gouvernance, les réductions de l'aide au développement et de l'aide humanitaire pourraient alimenter la frustration et le mécontentement de la population à l'égard de l'État, ce qui accroîtrait sa vulnérabilité aux groupes extrémistes qui proposent des sources alternatives pour l'emploi, les moyens de subsistance et les ressources (Vines & Dideberg, 2024). Les diverses stratégies nationales élaborées par ces pays pour contrer et prévenir l'extrémisme violent sont souvent soutenues par des acteurs internationaux, qui apportent un soutien financier et logistique à la création de cadres nationaux, à la formation des forces de sécurité nationales et à la mise en place de forces spéciales. Par exemple, l'initiative d'Accra a reçu un soutien substantiel de l'Union européenne par le biais du cadre « Team Europe », ainsi que du Royaume-Uni et d'autres acteurs internationaux, notamment sous la forme de programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique (Wilén & Aning, 2025).

Dans ce contexte d'insécurité croissante dans les régions frontalières (Eizenga & Gnanguênon, 2024), il est essentiel d'analyser et de comparer les différentes approches, en allant au-delà d'une réponse strictement militaire. Ce document vise à évaluer les stratégies liées à la radicalisation et à l'extrémisme violent, en examinant les perspectives des différents acteurs - populations locales, acteurs étatiques et non étatiques - à plusieurs niveaux de gouvernance dans les quatre pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Pour ce faire, l'équipe de recherche a adopté une approche mixte. S'appuyant sur une enquête sur les perceptions des populations locales et sur des entretiens qualitatifs avec des acteurs institutionnels et internationaux, l'étude visait à mieux comprendre les vulnérabilités perçues par les populations, leurs interprétations des stratégies nationales de prévention de l'extrémisme violent, ainsi que les objectifs et les perspectives du gouvernement quant à leur efficacité.

Les objectifs de l'enquête étaient d'analyser :

1. Les **vulnérabilités** des pays côtiers telles qu'elles sont perçues par les populations locales, en mettant l'accent sur les liens entre la gouvernance et la sécurité/l'insécurité.
2. **Les stratégies existantes en matière de prévention de l'extrémisme violent aux niveaux local, communautaire et national**, et leur efficacité.
3. L'impact des changements contextuels régionaux et internationaux des cinq dernières années sur ces stratégies.
4. **Recommandations pratiques pour améliorer le cadre politique existant en matière de prévention de l'extrémisme violent.**

MÉTHODOLOGIE

Zone d'étude, population étudiée et échantillonnage

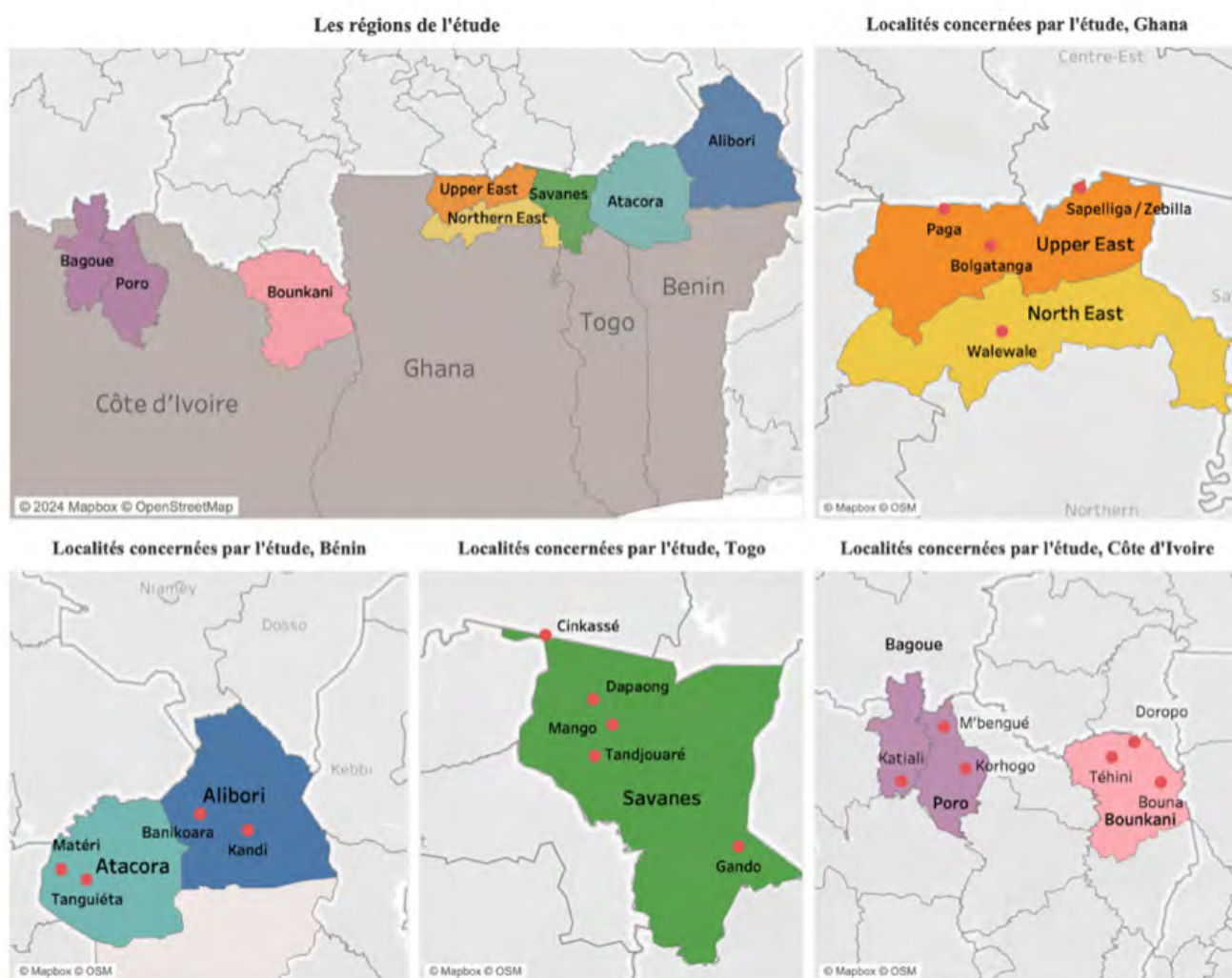
Cette étude adopte une approche de recherche mixte et se concentre sur les quatre pays côtiers d'Afrique de l'Ouest suivants : Côte d'Ivoire, Bénin, Togo et Ghana.

Une première série d'entretien a été menée entre avril et juin 2024 en Côte d'Ivoire, au Togo, au Bénin et au Ghana afin d'examiner les variations de l'exposition à l'extrémisme violent et leur influence sur les politiques de prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent. Une enquête de perception a été menée dans les régions du Nord les plus touchées par les attaques des groupes armés djihadistes ou confrontées à la menace d'attaques terroristes. Les assistants de recherche se sont rendus dans les régions septentrionales des quatre pays ciblés afin de recueillir des données sur la perception qu'ont les populations locales de la situation en matière de sécurité, leurs opinions sur les contextes de gouvernance nationaux et internationaux et leur compréhension de l'extrémisme violent, y compris leur connaissance des stratégies nationales de prévention de l'extrémisme violent. Des entretiens qualitatifs ont été menés, principalement dans les capitales, avec des représentants de ministères, d'institutions nationales, d'acteurs internationaux et locaux et d'organisations impliquées dans des programmes liés à la prévention de l'extrémisme violent.

L'enquête quantitative sur la perception a porté sur un échantillon de 475 personnes réparties dans 20 villages, sélectionnés sur la base d'estimations de la population au niveau de la commune. Une attention particulière a été accordée à l'inclusion des femmes et des jeunes. L'échantillon était composé de 49,5 % de femmes et de 50,5 % d'hommes, 49 % étant âgés de 18 à 35 ans et 51 % de plus de 35 ans. En outre, 80 entretiens qualitatifs ont été menés avec des groupes stratégiques impliqués dans les programmes de prévention de l'extrémisme violent.

DANS CE CONTEXTE D'INSÉCURITÉ CROISSANTE DANS LES RÉGIONS FRONTALIÈRES (EIZENGA & GNANGUÊNON, 2024), IL EST ESSENTIEL D'ANALYSER ET DE COMPARER LES DIFFÉRENTES APPROCHES, EN ALLANT AU-DELÀ D'UNE RÉPONSE STRICTEMENT MILITAIRE

FIGURE 1 : RÉGIONS COUVERTES PAR L'ÉTUDE (MAI-JUIN 2024)



En 2025, compte tenu de la réduction du financement international des programmes de développement qui pourrait affecter les initiatives et les stratégies en matière de prévention de l'extrémisme violent, une nouvelle série d'entretiens qualitatifs a été menée dans les quatre pays entre août et novembre. Des entretiens ont été menés avec des représentants du gouvernement et des institutions nationales, y compris l'armée et le système judiciaire, ainsi qu'avec des organisations internationales et locales impliquées dans les programmes de prévention de l'extrémisme violent. Grâce à des entretiens semi-structurés comportant des questions ouvertes, la collecte de données a permis aux personnes interrogées de donner un aperçu des stratégies et des initiatives pratiques mises en œuvre dans ces pays (Britten, 1995).

Méthodologie d'analyse des données

L'approche méthodologique visait à recueillir les perceptions des populations sur la gouvernance, la confiance dans les institutions, la corruption et la justice, ainsi que leur compréhension de l'extrémisme violent, de la radicalisation et des stratégies et programmes nationaux en matière de prévention de l'extrémisme violent. Les données sont utilisées pour mettre en évidence les perceptions locales de l'efficacité des programmes de prévention de l'extrémisme violent, y compris la manière dont ces programmes sont compris par la population, et elles fournissent aussi un contexte pour leur mise en œuvre. L'approche qualitative a permis une analyse plus approfondie de l'efficacité des stratégies de prévention de l'extrémisme violent au niveau local. Elle a permis de connaître le point de vue des populations les plus vulnérables sur l'évolution de la menace dans leur région, ainsi que leur perception des programmes de prévention de l'extrémisme violent. Ces perceptions ont ensuite pu être comparées aux objectifs initiaux des programmes.

La recherche a été coordonnée par le Stockholm International Peace research Institute (SIPRI) et menée par des chercheurs du Centre de recherche et d'action pour la paix (CERAP) en Côte d'Ivoire, du département d'études sur la paix de l'université de Cape Coast au Ghana, du Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) au Bénin et de l'université de Lomé au Togo.

Ce document examine d'abord les facteurs clés qui rendent les pays côtiers particulièrement vulnérables à l'expansion des groupes extrémistes violents, en se basant sur les perceptions des populations locales dans les régions du nord et sur les analyses des acteurs institutionnels. Il examine ensuite les stratégies élaborées pour remédier à ces vulnérabilités. L'analyse

commence par les réponses militaires, y compris les relations entre les civils et les militaires, et examine ensuite les initiatives socio-économiques visant à prévenir l'extrémisme violent et à réduire les vulnérabilités existantes. Pour chaque série de mesures, le document analyse les attentes de la population locale et sa compréhension de ces interventions, ainsi que sa perception de leur efficacité.

2

VULNÉRABILITÉ DES PAYS CÔTIERS FACE À L'EXPANSION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT

LE 17 AVRIL 2025, LES FORCES ARMÉES DE L'OPÉRATION MIRADOR ONT ÉTÉ ATTAQUÉES PAR LE JAMA'A NUSRAT UL-ISLAM WA AL-MUSLIMIN (JNIM) DANS LE PARC NATIONAL DU W, SITUÉ DANS LA ZONE DES TROIS FRONTIÈRES ENTRE LE BÉNIN, LE BURKINA FASO ET LE NIGER, CAUSANT LA MORT DE PLUS DE 50 SOLDATS (SERVICE EUROPÉEN POUR L'ACTION EXTÉRIEURE, 2025).

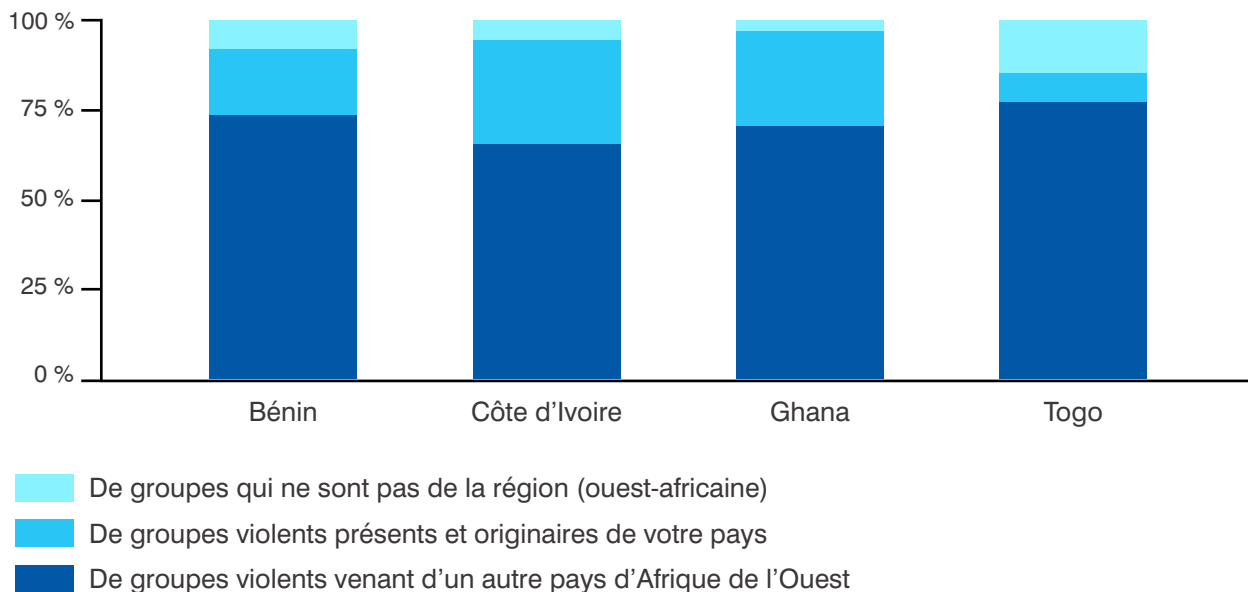
Il s'agit de l'une des nombreuses attaques perpétrées ces dernières années par des groupes violents issus du Burkina Faso ciblant les forces de sécurité du Bénin, du Togo et de la Côte d'Ivoire. La situation au Ghana est différente : le pays n'a pas été directement attaqué, mais il est perçu comme une base arrière pour les opérations des groupes armés. Outre les risques posés par la porosité des frontières, les problèmes de gouvernance, les fragilités socio-économiques et les conflits locaux augmentent la vulnérabilité des populations locales face aux récits imposés par les groupes violents et à leur influence. Cette section analyse la manière dont les populations locales et les autorités nationales perçoivent leurs propres vulnérabilités.

MENACE EXTÉRIEURE ET INSÉCURITÉ CROISSANTE : LE BURKINA FASO, ÉPICENTRE DE LA MENACE QUI PÈSE SUR LES PAYS CÔTIERS

L'augmentation des attaques le long des frontières du Togo et du Bénin, combinée à l'afflux de réfugiés du Burkina Faso en Côte d'Ivoire, a accru la conscience des populations locales quant à leur exposition à l'extrémisme violent. Dans les quatre pays, les populations et les acteurs locaux disent éprouver de la peur, un sentiment constant de menace et une méfiance accrue. Les acteurs institutionnels et les populations locales estiment que les violences proviennent principalement de groupes originaires d'autres pays du Sahel central (Baudais et al., 2024).

« Une récente visite de terrain dans l'extrême nord nous a permis de nous immerger dans l'environnement où vivent nos concitoyens et de constater qu'ils sont constamment sur le qui-vive. Ils ont développé une paranoïa qui leur échappe totalement. C'est l'expression d'un manque généralisé de sécurité et de stabilité, une réalité qui affecte la vie quotidienne de ces populations ». (Responsable des médias, interview, District Autonome du Grand Lomé (DAGL), Togo, 20 juillet 2025).

FIGURE 2 : CONSIDÉREZ-VOUS QUE LA VIOLENCE EST LE FAIT..



Au cours des cinq dernières années, les attaques ont considérablement augmenté au Togo et au Bénin. L'attaque d'avril 2025 dans la zone des trois frontières entre le Bénin, le Niger et le Burkina Faso a illustré les vulnérabilités des parcs nationaux et des forêts - tels que le parc national de la Pendjari, le parc national du W et la forêt de la Kompièga - qui sont utilisés comme bases opérationnelles par les groupes terroristes, y compris ceux établis sur le territoire nigérien (International Crisis Group, 2024). En outre, la région du Borgou au Bénin a récemment été la cible de groupes originaires du Nigeria, tels que Mahmuda, également connu sous le nom de Darussalam (de Bruijne & Gehrling, 2025).

Si les parcs nationaux constituent des refuges sûrs permettant aux groupes armés d'échapper aux forces de sécurité, la présence de ressources naturelles est un autre facteur clé contribuant à l'établissement de ces groupes dans les régions septentrionales. Au Ghana, des rapports sur les infiltrations font état d'une implication dans des activités illégales, notamment la revente de bétail volé (Courtright & de Bruijne, 2025), des opérations sur les sites d'exploitation minière artisanale et à petite échelle, et le trafic d'armes. Ces activités illégales sont facilitées par l'absence de contrôle étatique sur ces territoires et les zones de non-droit, auxquels les forces de sécurité ne peuvent accéder sans négocier avec les groupes armés non gouvernementaux⁴. En ce qui concerne les sites d'exploitation minière artisanale, plusieurs sites ont été identifiés lors des entretiens qualitatifs dans la région des savanes, autour de Bole. Le contrôle de ces ressources naturelles peut constituer une source de revenus pour les groupes violents. Cette stratégie a été utilisée au Burkina Faso, plusieurs rapports indiquent qu'en 2021-2022, le JNIM a saisi des sites miniers artisanaux aux chasseurs Dozo dans la région des Cascades, les utilisant pour financer leurs activités en taxant les mineurs en échange de leur protection (Hunter & Ofosu-Peasah, 2025 ; Beevor, 2022 ; Lebovich, 2025). Les groupes terroristes n'extraient généralement pas l'or directement, mais prélèvent des taxes sur la production des mineurs (Global Terrorism Index, 2025).

« J'AI SUIVI L'AFFAIRE AVEC UN COLLÈGUE, UN MEMBRE DU PERSONNEL DE SÉCURITÉ, UN AGENT DU NIB [NATIONAL INTELLIGENCE BUREAU] ET NOUS AVONS RÉALISÉ QU'ILS CONSIDÉRAIENT LE GHANA COMME UN REFUGE SÛR POUR EUX. ILS VIENNENT ICI POUR S'AMUSER, PRATIQUENT LE GALAMSEY⁵, PRENNENT DU BÉTAIL ET REPARTENT. ILS CONSIDÈRENT DONC LE GHANA COMME UN HAVRE DE PAIX. ILS OBTIENNENT CERTAINES RESSOURCES DU GHANA. ET JE PENSE QUE C'EST L'UNE DES RAISONS POUR LESQUELLES NOUS N'AVONS PAS ENCORE SUBI D'ATTAQUE ».

.....
(Entretien avec un représentant des forces armées, Accra, Ghana, 28 octobre 2025)

Le Bénin a également été utilisé par les groupes djihadistes comme plaque tournante pour générer des ressources économiques. Au cours des dernières années, la situation en matière de sécurité s'est détériorée dans le pays, avec une augmentation des enlèvements par des groupes armés. Ces tactiques sont couramment utilisées par les groupes violents pour recruter des membres, recueillir des renseignements, punir les individus perçus comme des ennemis et imposer un climat de peur (Berger, Tagziria & Mossi, 2024).

En outre, en raison des niveaux élevés de violence dans les pays de l'AES, les États côtiers - en particulier le Togo et la Côte d'Ivoire - accueillent des réfugiés dans leurs régions septentrionales. Selon le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), entre décembre 2022 et décembre 2025, le nombre de réfugiés burkinabés en Côte d'Ivoire est passé de 4 077 à 75 369. Au Togo, 50 419 réfugiés burkinabés ont été enregistrés dans la région des Savanes par le HCR (HCR, 2025).

Ces mouvements de population peuvent être perçus comme des facteurs de déstabilisation par les populations locales qui y voient une menace pour la sécurité (Baudais et al., 2024).

« Avant [la présence des personnes déplacées], nous vivions en paix. Mais depuis le début de la guerre au Mali, puis au Burkina Faso, tout a changé. Vous savez, nous sommes très proches du Burkina. Lorsque des problèmes se déclenchent là-bas, ils arrivent rapidement ici. Les gens passent, parfois nous ne les connaissons pas. Ils traversent la brousse en disant qu'ils cherchent du travail ou qu'ils vont chez un parent, mais nous ne savons pas toujours de qui il s'agit. Les gens sont donc devenus méfiants ». (Entretien avec un chef traditionnel, Bouko, Région de Bouna, Côte d'Ivoire, 1^{er} novembre 2025)

La présence de populations déplacées provenant du Burkina Faso a souvent été citée comme un problème de sécurité par les personnes interrogées, en particulier au Bénin. Bien que ces perceptions ne soient pas toujours basées sur des incidents concrets, les populations locales des municipalités de Matéri, Tanguiéta et Banikoara ont identifié la présence de réfugiés comme un facteur contribuant à l'insécurité. Nombreux sont ceux qui pensent également que l'extrémisme violent provient essentiellement du Burkina Faso, une thèse soutenue par le gouvernement béninois.

« Aujourd'hui, nous savons que l'extrémisme violent a commencé au Burkina Faso avant d'arriver au Bénin. Ceux d'entre nous qui se trouvent à la frontière avec ce pays sont toujours inquiets ». (Président, Organisation de la société civile, Kandi, Bénin, 27 avril 2024,).

« Il faut dire qu'il y a une augmentation énorme de la population, qu'il y a beaucoup d'étrangers, et que cela augmente aussi l'insécurité. La délinquance juvénile s'est installée, avec le vol de petit bétail (moutons, chèvres). De plus en plus de cas de viols sont également signalés, et les cambriolages ont augmenté ». (Entretien avec un agent de protection sociale, Ségbana, Bénin, 4 août 2025).

.....
⁴ Entretien avec un représentant des forces armées, Accra, Ghana, 28 octobre 2025. ⁵ Au Ghana, l'exploitation minière illégale est communément appelée galamsey. Il peut s'agir d'opérations à petite échelle ou de grandes entreprises opérant en marge de la loi (Aikins, 2024).

LES FAIBLESSES DE LA GOUVERNANCE ET LES POPULATIONS VULNÉRABLES

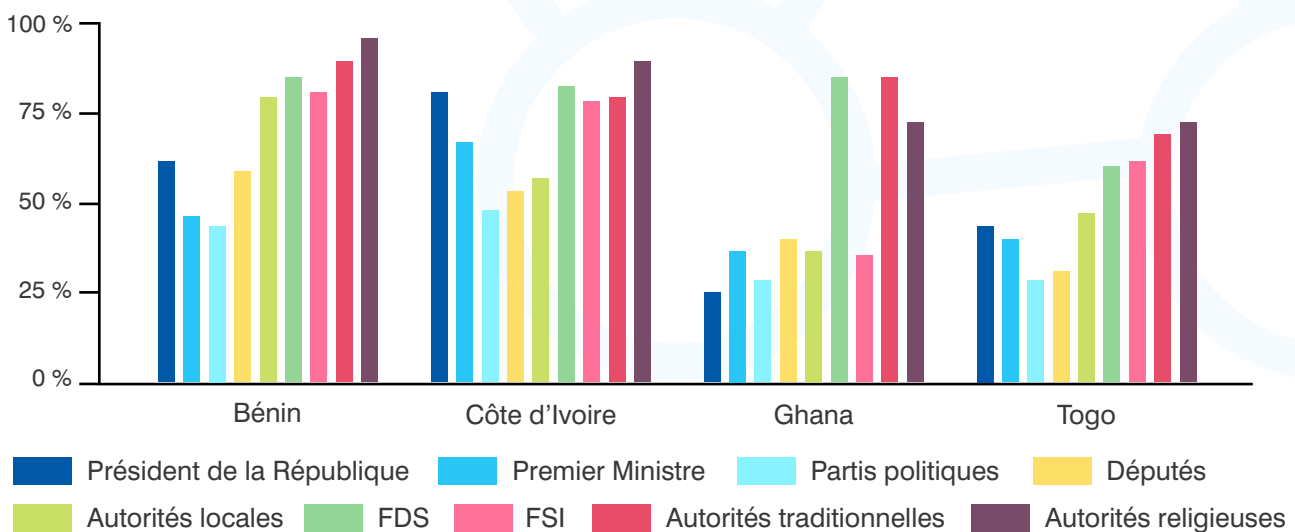
Si l'insécurité et la menace que représente l'expansion des groupes armés sont largement perçues comme provenant du Burkina Faso, les populations locales interrogées sont également conscientes des vulnérabilités liées à la gouvernance et au développement socio-économique qui peuvent être exploitées par les groupes extrémistes pour étendre leur influence. Les recherches montrent que l'extrémisme violent est considéré comme un problème de gouvernance et d'économie plus que comme un problème religieux (Programme des Nations unies pour le développement, 2022). Le concept de facteurs d'attraction et de répulsion, développé pour le Plan d'action des Nations unies pour la prévention de l'extrémisme violent (Nations Unies, 2015), soutient cet argument en expliquant que la vulnérabilité des individus à l'extrémisme violent résulte à la fois de facteurs contextuels - tels que les difficultés socio-économiques, la méfiance à l'égard des autorités étatiques et la faiblesse de la gouvernance - et de facteurs individuels, y compris les expériences de discrimination (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, 2018)⁶. C'est pourquoi cette recherche explore ces aspects de manière plus approfondie afin de mettre en évidence les similitudes et les différences entre les quatre pays étudiés.

La combinaison de la corruption et de la méfiance

La confiance dans le gouvernement varie selon les quatre pays étudiés. Au Togo et au Ghana, le niveau de confiance dans les institutions politiques - y compris le premier ministre, le président, les partis politiques et les représentants élus - est faible, dépassant rarement 40 %. Le Togo est un cas particulièrement remarquable à cet égard, puisque près de 30 % des personnes interrogées ont répondu « Je ne sais pas » lorsqu'on leur a demandé quel était leur niveau de confiance dans les autorités de l'État (président, premier ministre, représentants, etc.).

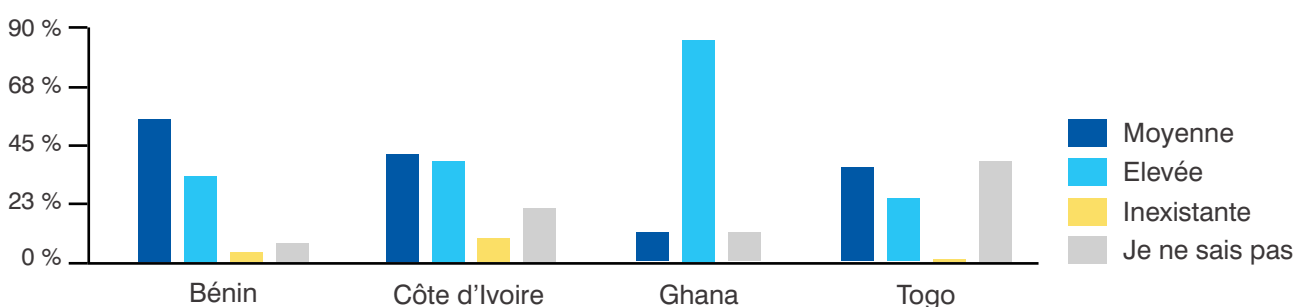
'Nous n'avons pas une grande confiance dans le gouvernement, les membres du parlement et les deux principaux partis politiques, à savoir le New Patriotic Party et le National Democratic Congress. Nous ne faisons pas confiance aux acteurs politiques parce qu'ils font beaucoup de promesses lorsqu'ils sont dans l'opposition, mais lorsqu'ils obtiennent le pouvoir politique, ils ne répondent pas aux attentes.' (Discussion avec un groupe d'auto-défense, Sapelliga, Ghana, 30 avril 2024).

FIGURE 3 : NIVEAU DE CONFIANCE DANS LES ACTEURS NATIONAUX PAR PAYS



En outre, 45,5 % des personnes interrogées ont déclaré que la corruption était élevée dans leur pays, le Ghana enregistrant la proportion la plus élevée avec 85 %. Bien qu'elle soit souvent citée comme l'une des démocraties les plus stables d'Afrique, des études récentes indiquent que la démocratie ghanéenne est fragile et le gouvernement a été critiqué pour ses tendances autoritaires (Brujine et al, 2024).

FIGURE 4 : DIRIEZ-VOUS QUE LA CORRUPTION DANS VOTRE PAYS EST



⁶ Le plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent ayant été critiqué pour avoir trop simplifié l'extrémisme violent, d'autres facteurs contribuant à la radicalisation, qui ne sont pas inclus dans ce modèle, ont été étudiés depuis 2015, notamment l'influence des pairs, la coercition et les choix de survie.

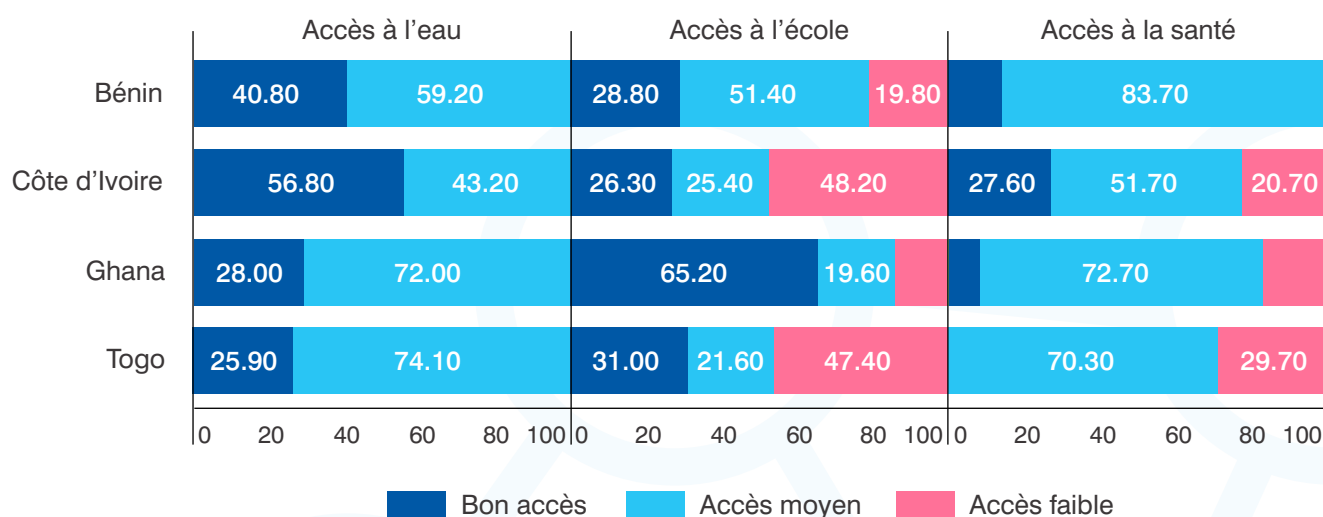
Les troubles survenus pendant et après les processus électoraux au Bénin, en Côte d'Ivoire et au Togo - qui ont souvent suscité une réaction disproportionnée et violente de la part des forces de sécurité - reflètent également un manque de reconnaissance et de confiance dans les institutions nationales et le système démocratique. En Côte d'Ivoire, par exemple, le processus de réconciliation incomplet qui a suivi les élections de 2010, combiné à la concentration du pouvoir entre les mains de la présidence, a donné lieu à d'importantes manifestations lors des élections de 2020 (International Crisis Group, 2025). Les semaines précédant les élections de 2025 ont également été marquées par des manifestations sporadiques en réponse à l'interdiction de plusieurs candidats de l'opposition.

Manque de services publics

Les territoires les plus exposés à l'extrémisme violent ont tendance à être géographiquement éloignés des centres politiques, ce qui se traduit par un accès limité aux services sociaux essentiels tels que la santé et l'approvisionnement en eau et en électricité. L'absence d'une présence effective de l'État peut souvent alimenter des sentiments d'abandon et d'injustice. Si ces griefs ne conduisent pas automatiquement à la radicalisation ou au recrutement, ils peuvent créer des conditions sociales et politiques qui permettent aux groupes armés de légitimer leurs récits, d'être toléré localement et de recruter plus efficacement.

« Au Bénin, par exemple, c'est beaucoup plus dans les régions du nord et proches de la frontière que les gens ont perdu confiance en l'État (...) les gens ont perdu leur sentiment d'appartenance à la nation. Bien qu'il y ait des personnes qui représentent l'État dans ces régions, le sentiment que l'État est absent est profondément ancré ». (Entretien avec un responsable de projet d'une ONG, Parakou, Bénin, 2 août 2025).

FIGURE 5 : PERCEPTION DE L'ACCÈS AUX SERVICES PUBLICS



L'enquête a révélé que plus de 40 % des personnes interrogées dans les régions septentrionales de la Côte d'Ivoire et du Togo estimaient avoir un accès limité à l'éducation, et plus de 50 % des personnes interrogées dans les quatre pays ont déclaré n'avoir qu'un accès moyen aux installations de santé et aux soins (graphique 3)⁷. Les régions périphériques sont à la fois les plus fragiles économiquement et les plus exposées aux trafics et à l'expansion des groupes armés.

Économie et chômage des jeunes

Au Togo et au Bénin, plus de 40 % des personnes interrogées estiment que leur situation économique se détériore, un chiffre qui atteint 66 % au Ghana. Dans les quatre pays, plus de 70 % des personnes interrogées ont indiqué que les facteurs économiques étaient la principale raison pour laquelle les individus rejoignaient des groupes violents. Parmi les personnes interrogées, 80 % des adultes et 90 % des jeunes ont cité le chômage comme principal moteur économique. La déception à l'égard de l'État est la deuxième raison la plus souvent citée. Bien que les données disponibles à ce sujet soient limitées, le chômage des jeunes a souvent été mentionné dans les entretiens comme un facteur contribuant au recrutement par des groupes extrémistes violents.

« Dans les faits, cela signifie sans aucun doute que nos jeunes sont plus susceptibles de rejoindre des groupes armés non identifiés lorsqu'ils sont sans emploi, sans but et sans occupation professionnelle. Lorsqu'ils sont occupés, lorsqu'ils ont des perspectives d'avenir claires et une formation qui répond aux exigences du marché, ils s'épanouissent vraiment. Je pense qu'ils y réfléchiront à deux fois avant de s'impliquer. Ainsi, pour lutter contre le phénomène du terrorisme, je pense que nous devons leur offrir une perspective avant même qu'ils n'éprouvent un intérêt pour la cause. C'est ce qui est prévu dans les zones rurales ». (Entretien avec un directeur de programme d'une ONG, Parakou, Bénin, 15 septembre 2025).

⁷ Le graphique 3 est un indice élaboré à partir des réponses des populations des régions septentrionales des quatre pays concernant les services publics. La localisation, la qualité et le caractère gratuit ou payant du service ont été pris en compte.

« Il s'agit d'un défi de gouvernance, d'un défi qui consiste à répondre aux besoins en infrastructures et aux besoins économiques de la population. Mais la vulnérabilité la plus importante qui apparaît le plus souvent est celle des jeunes vulnérables et sans emploi. (...) Ils vivent une période économique très difficile où le coût de la vie est très, très élevé dans tous ces pays. (...) Les médias sociaux permettent à tous ces jeunes de voir ce qui se passe à Londres, à New York ou à Paris, et ils veulent la même chose pour eux-mêmes. Et pourtant, leurs gouvernements ne sont ni capables, ni structurés, ni désireux de fournir une infrastructure de base leur permettant de réaliser leurs rêves ». (Entretien avec un directeur d'un groupe de réflexion, Accra, Ghana, 15 septembre 2025).

Il y a actuellement peu de données qui soutiennent l'argument selon lequel les jeunes des pays côtiers rejoignent effectivement des groupes armés⁸, ni qu'il existe une « corrélation significative » entre le chômage des jeunes et la probabilité de leur recrutement par des groupes extrémistes violents (PNUD, 2023). Toutefois, les inquiétudes concernant le recrutement de jeunes par des groupes armés restent répandues et légitimes. Le chômage des jeunes doit être une considération essentielle pour les autorités nationales.

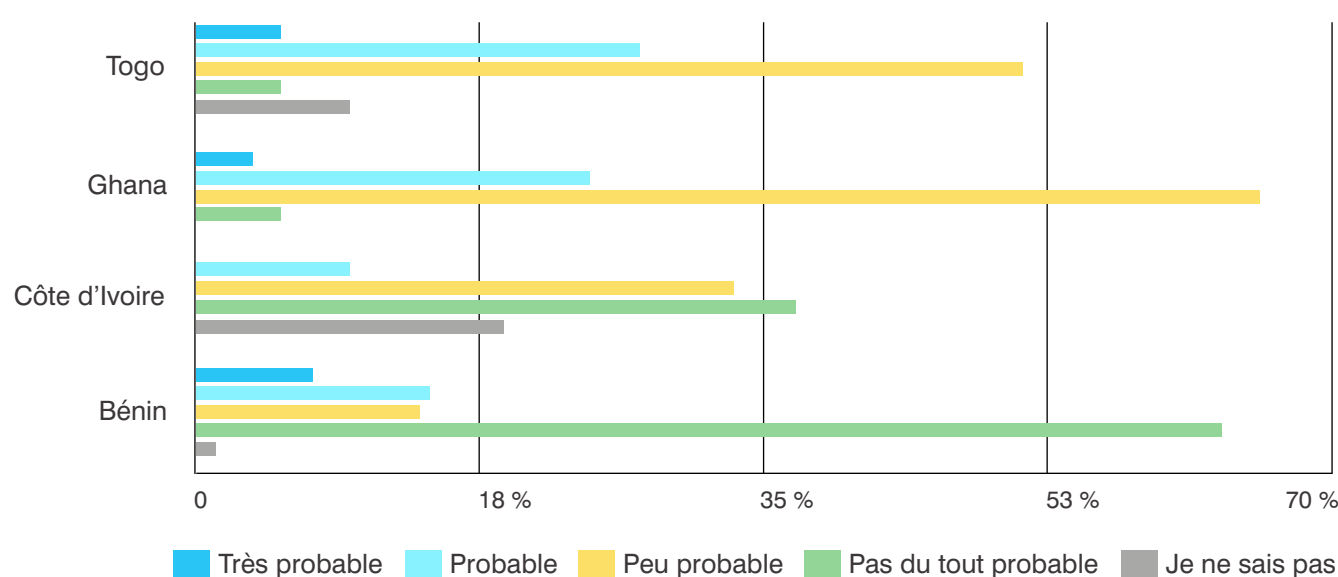
LES QUESTIONS FONCIÈRES : UN PUISSANT MOTEUR DE CONFLIT

La recherche montre que les groupes violents peuvent exploiter les divisions au sein des communautés pour s'établir, en capitalisant sur la représentation limitée de l'État et le ressentiment causé par la discrimination. Cette constatation est renforcée par les résultats de l'enquête de perception et des entretiens qualitatifs, qui montrent que les populations locales établissent un lien entre l'extrémisme violent et les conflits et violences locaux. Les personnes interrogées ont souvent cité les conflits entre agriculteurs et éleveurs et les conflits de succession des chefferies comme facteurs de conflit, menaçant la cohésion sociale. De même, 25 % des personnes interrogées ont défini l'extrémisme violent comme un « danger pour la cohésion sociale de la communauté et de la société ». Enfin, l'une des vulnérabilités à l'extrémisme violent les plus fréquemment citées est le conflit sur l'utilisation des terres et la concurrence pour les ressources productives, qui sont considérés comme des menaces majeures pour la cohésion sociale.

'L'extrémisme violent prospère dans les régions où la société est vulnérable et dont la cohésion est faible. Par conséquent, les conflits non résolus depuis longtemps dans certaines régions créent une vulnérabilité susceptible d'être exploitée par des groupes terroristes. Et si les mécanismes de résolution des conflits et de consolidation de la paix au niveau local sont faibles et médiocres, il en résultera des conflits non résolus prolongés, qui seront exploités par les groupes terroristes. Le rapport sur l'indice mondial du terrorisme pour 2023 et 2022 indique que plus de 97 % des décès dus au terrorisme sont survenus dans des pays déjà en proie à des conflits.' (Entretien avec un directeur d'un groupe de réflexion, Accra, Ghana, 15 septembre 2025).

La plupart des personnes interrogées ont déclaré qu'elles se sentaient intégrées dans leur communauté, que les conflits avec d'autres communautés étaient « peu probables » ou « très peu probables » et que la cohésion sociale était stable ou s'améliorait. Cependant, si l'on regarde les résultats au niveau régional au Bénin, la situation est différente d'une région à l'autre : 88 % des personnes interrogées estiment que la cohésion sociale s'améliore dans l'Alibori, tandis que 69 % pensent que la situation se détériore dans l'Atacora. Les conflits liés à la terre et les conflits entre agriculteurs et éleveurs ont été fréquemment cités comme les principaux problèmes. En outre, les entretiens qualitatifs ont révélé des tensions entre les communautés et la discrimination qui en résulte.

FIGURE 6 : QUELLE EST LA PROBABILITÉ QU'UN CONFLIT ÉCLATE ENTRE VOTRE COMMUNAUTÉ ET UNE AUTRE COMMUNAUTÉ ?



⁸ En 2022, le Konrad Adenauer Stiftung estimait qu'entre 200 et 300 jeunes Ghanéens avaient été recrutés dans diverses katibas - petites unités opérationnelles - du JNIM et de l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS) (Konrad Adenauer Stiftung, 2022). Konrad-Adenauer-Stiftung ed. (2022). [La menace djihadiste au nord du Ghana et du Togo : État des lieux et perspectives pour contenir l'expansion](#) (Programme régional Dialogue politique en Afrique de l'Ouest).

Interrogés sur la menace la plus importante pour la cohésion sociale, les conflits fonciers (accès, propriété, contrôle et utilisation) ont été le plus souvent cités en Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin. Au Ghana, 32 % des personnes interrogées ont cité les conflits politiques et 30 % les conflits fonciers. Dans les quatre pays, les conflits fonciers sont perçus comme affaiblissant la cohésion sociale et comme étant des facteurs exploités par les groupes violents pour le recrutement et leur établissement dans les communautés frontalières.

« Pour décrire brièvement l'approche des membres des groupes extrémistes violents, il s'agit principalement de tirer parti des conflits internes. Et je crois qu'ils s'en servent, par exemple, pour montrer aux Peuls à quel point ils sont marginalisés, à quel point les « locaux⁹ » les considèrent peu et les démunissent de leurs biens, ce qui les pousse à se rebeller contre eux ». (Entretien avec un responsable de programme d'une ONG, Parakou, Bénin, 6 août 2025).

Ces conflits sont intensifiés dans la région par trois facteurs principaux : premièrement, l'accès limité à la terre par le biais de l'héritage en raison de la croissance démographique ; deuxièmement, les effets du changement climatique, qui réduisent la disponibilité des terres arables ; et troisièmement, la présence de groupes terroristes qui peuvent forcer les populations à abandonner leurs villages et leurs terres. Les agriculteurs accusent fréquemment les éleveurs de détruire leurs terres en y faisant paître leur bétail, tandis que les éleveurs se plaignent de la réduction constante des zones de pâturage, ce qui donne lieu à de violents conflits. En l'absence d'une intervention appropriée des autorités publiques ou de politiques foncières efficaces, ces conflits peuvent déboucher sur de la violence. De nombreuses personnes interrogées ont mentionné des violences entre agriculteurs et éleveurs, qui ont parfois conduit à des conflits majeurs ayant des effets durables sur la cohésion sociale. Par exemple, en 2016, un violent conflit a éclaté à Bouna (Côte d'Ivoire), entre les communautés Lobi, Peul, Malinké et Koulango. Le conflit a fait 33 morts, 52 blessés et 2 640 déplacés au Burkina Faso et au Ghana. Certains membres de la population Lobi ont accusé le bétail appartenant à la communauté Peul de détruire régulièrement leurs terres. En représailles, ils ont attaqué les camps peuls, ce qui a conduit des membres de la population peul à détruire plusieurs cultures vivrières appartenant à des agriculteurs lobis. Le conflit s'est ensuite étendu à d'autres localités de la région, les communautés malinké et koulango se rangeant du côté des Peuls, et les Dozos (chasseurs traditionnels) défendant les Lobis.

**EN L'ABSENCE
D'UNE INTERVEN-
TION APPROPRIÉE
DES AUTORITÉS
PUBLIQUES OU DE
POLITIQUES FON-
CIÈRES EFFICACES,
CES CONFLITS
PEUVENT DÉBOU-
CHER SUR DE LA
VIOLENCE**

« Aujourd'hui encore, certains jeunes refusent d'en parler. Ils font comme si cela appartenait au passé, mais au fond, c'est toujours là. Même moi, quand je ferme les yeux, je revois les scènes et les vies. Mais malgré tous ces malheurs, cela a réveillé quelque chose en nous. De nombreux jeunes Lobi ont compris que nous ne pouvions plus vivre chacun pour soi. Si nous n'étions pas bien organisés, nous serions toujours les premiers à tomber. Ainsi, à Bouna, Doropo, Téhini, et même Bondoukou, nous avons vu des petits groupes de jeunes Lobi former des [groupes d'auto-défense]. (...) Les jeunes Lobi sont fatigués, vraiment fatigués, et un peu perdus. Ils se sentent oubliés. Ils disent souvent : « Nous parlons de paix, mais nous ne voyons pas la paix. » Il y a toujours des conflits entre les agriculteurs et les éleveurs à cause des nombreux dégâts causés aux récoltes. Chaque jour, les gens sont épuisés. Oui, honnêtement, d'une certaine manière, ils ont raison. Beaucoup ont tout perdu à Bouna, et personne n'est venu les aider. Pas de compensation, pas de soutien, rien. Souvent, les personnes qui ont tout perdu font même l'objet de moqueries ». (Entretien avec un président d'une organisation de la société civile, Bouna, Côte d'Ivoire, 26 octobre 2025).

« Après les événements de 2016, tout le monde a compris que la violence ne sert à rien. Nous avons perdu trop de personnes, alors maintenant nous sommes prudents. Nous nous parlons. Il y a des réunions entre les chefs, mais il y a encore de petites tensions à cause des champs. Lorsqu'une vache pénètre dans une plantation, cela devient rapidement un gros problème. Je le dis toujours : Parlons, ne nous battons pas ». (Entretien avec un chef de communauté, Bouko, Bouna, Côte d'Ivoire, 1^{er} novembre 2025).

Cet événement continue d'avoir un impact sur les communautés aujourd'hui et certains griefs persistent, en particulier parmi les populations insatisfaites du processus de résolution du conflit. Ce conflit a abouti à l'arrestation de certains chefs Lobi, au soutien au retour et à la réinstallation des personnes déplacées, ainsi qu'à la délimitation et à la codification des frontières des fermes et des villages Lobi. En l'absence d'efforts de réconciliation spécifiques et ciblés, ces conflits peuvent avoir des répercussions à long terme sur la cohésion sociale.

Au niveau régional, les communautés de transhumants sont particulièrement exposées à ces conflits et sont souvent visées par les politiques locales et nationales. Depuis 2010, de nombreux campements peuls ont été détruits au Bénin en représailles à la destruction présumée de terres agricoles¹⁰ (France 24, 2020). En Côte d'Ivoire, les membres de la communauté Dozos sont souvent présentés comme contribuant aux tensions croissantes entre agriculteurs et éleveurs en prélevant des taxes sur l'accès des éleveurs à certaines ressources (Allouche, Yao Yao & Amédée, 2024).

¹⁰ Le 7 juillet 2018, le village peul de Gouré Potal a été attaqué par la population locale de Coby après que le corps d'un propriétaire terrien a été retrouvé assassiné dans son champ. Sept personnes ont été tuées, ainsi que du bétail, et 3 900 personnes ont été déplacées.

Les entretiens ont montré que certaines interventions de l'État - qu'il s'agisse de mesures politiques ou d'actions de sécurité - peuvent exacerber les tensions, en particulier si elles sont perçues comme discriminatoires à l'égard de l'une des communautés concernées. Au Bénin, un homme politique de Malanville a fait remarquer que les conflits entre agriculteurs et éleveurs étaient antérieurs à la menace croissante des groupes extrémistes violents. Les tensions et la méfiance au sein des communautés et entre elles se sont toutefois accrues, en partie parce que certains résidents continuent à cultiver des zones du parc national du W que l'État a déclarées interdites en raison de la présence d'organisations extrémistes violentes. Selon le même homme politique, les populations locales n'ont pas perçu positivement les interventions des forces de sécurité, car certaines se sont senties visées et ont dénoncé des arrestations arbitraires par les forces armées.

« Par exemple, lors d'un conflit, il y a eu parfois des zones où les agriculteurs avaient chassé les éleveurs, ou bien il y a eu des affrontements qui ont entraîné des morts, et l'autre partie demandait vengeance, alors elle a cherché des personnes qui pouvaient l'aider. Ensuite, lorsque l'État est venu ici pour organiser la lutte contre le terrorisme, je vous assure que c'est là que le vrai problème a commencé. Lorsqu'ils sont arrivés - en particulier les militaires -, une fois qu'ils ont pris le commandement, ils ont immédiatement créé des affinités entre eux et avec certaines populations locales. C'est ainsi que, sciemment ou non, volontairement ou involontairement - je ne peux pas dire qu'il y ait eu manipulation - ils ont commencé à détenir des innocents. Il a pu y avoir des cas où il y avait des conflits fonciers et où l'autre partie cherchait à se rapprocher des militaires pour accuser les autres d'être des terroristes. Les militaires, sans aucune forme de procès, ont envoyé des foules de personnes à Missérétié [commune du sud-est du Bénin, dans le département de l'Ouémé, qui abrite l'une des principales prisons civiles], et parfois même les ont exécutées. Cela a créé un problème majeur, un fossé profond, entre l'armée et la population ». (Entretien avec un homme politique, Malanville, Bénin, 3 août 2025).

Au Ghana, les opérations menées par les forces de sécurité pour protéger les champs, connues sous le nom d'opération Cow Leg, ont été perçues comme contre-productives et auraient accru les tensions entre les communautés. En effet, ces opérations ont consisté à abattre le bétail des éleveurs peuls, à confisquer les terres qu'ils avaient acquises et à les expulser. En ignorant les mécanismes traditionnels de résolution des conflits déjà en place et les connaissances des autorités locales, ces opérations ne parviennent souvent pas à s'attaquer aux racines profondes du conflit (Alhassan & Asante, 2022).

La discrimination à l'encontre de la population Peul a souvent été mentionnée au cours des entretiens dans les quatre pays. Elle est prise pour cible par d'autres communautés et par les forces de sécurité nationales en raison de son implication présumée dans des groupes extrémistes ou dans la criminalité organisée. Dans le même temps, elle est également la cible de ces groupes qui la considèrent comme des cibles faciles en raison de leur marginalisation (Courtright, 2025).

« Les Peuls sont triplement touchés car ils sont la première cible des groupes terroristes, étant donné qu'ils sont considérés comme le maillon faible de la société en raison de leur mode de vie - ils vivent dans la brousse. Ils sont donc la cible de ces groupes pour le recrutement. Deuxièmement, ces groupes terroristes les prennent pour cible parce que leur objectif est d'éliminer les chefs de ces groupes d'éleveurs qui sont quelque peu éclairés, de sorte que les actions négatives de ces groupes ne soient pas signalées. Ainsi, si l'on fait le bilan des civils tués dans la commune de Malanville, on constate que la communauté Peul est la plus touchée. Troisièmement, ces groupes Peuls sont toujours victimes des forces de sécurité, qui mènent des enquêtes particulièrement axées sur eux ». (Entretien avec un homme politique, Malanville, Bénin, 3 août 2025).

3

DES RÉPONSES MILITAIRES AUX RÉPONSES HOLISTIQUES : UN CHANGEMENT IMPORTANT

AU COURS DES DIX DERNIÈRES ANNÉES, LES VULNÉRABILITÉS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ ET LE RISQUE D'ATTAQUES OU D'EXPANSION DES GROUPES ARMÉS VIOLENTS ONT DONNÉ LIEU À DES INTERVENTIONS ET À DES PROGRAMMES VISANT À PRÉVENIR ET À CONTRER L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS LES PAYS CÔTIERS.

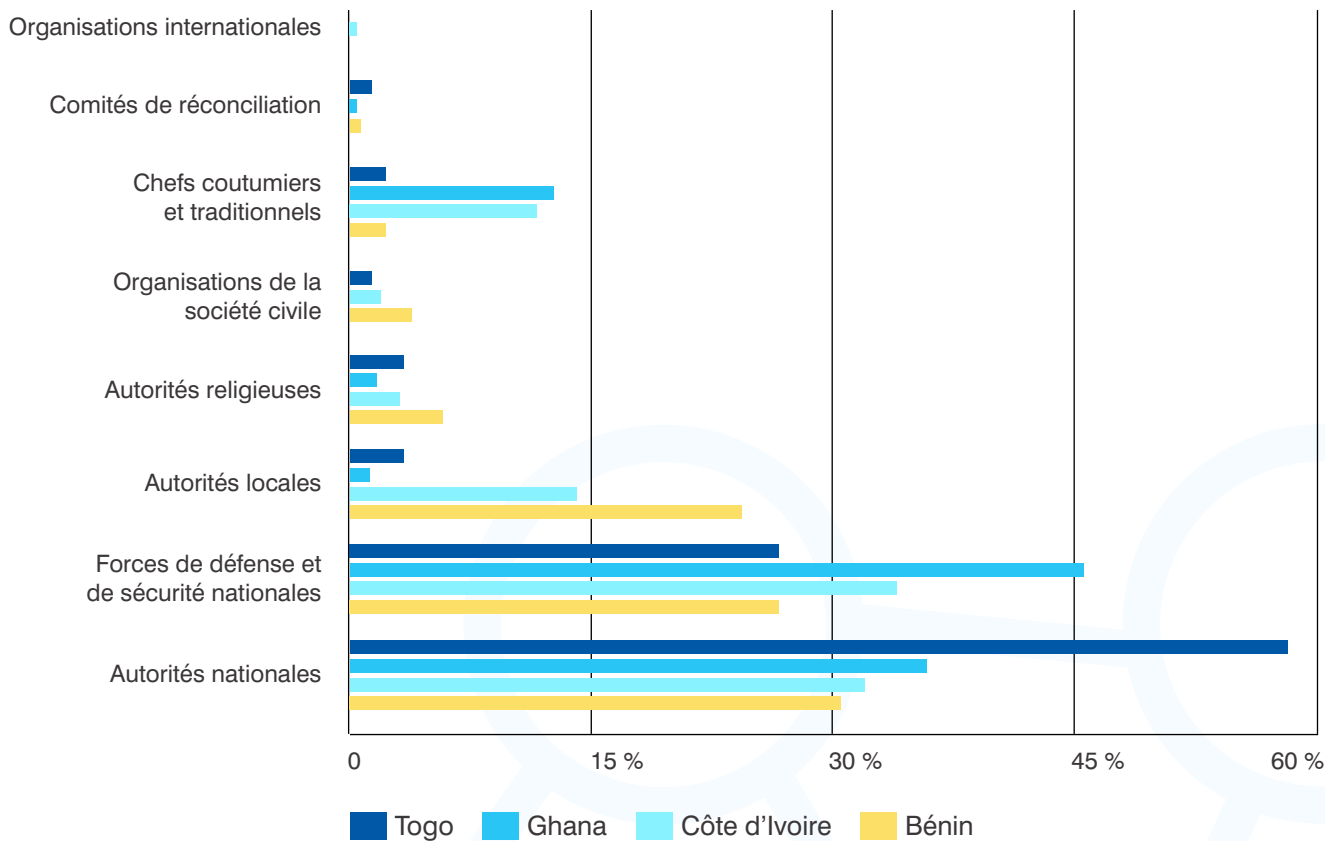
À la lumière de la situation dans le Sahel central, les approches visant à prévenir l'extrémisme violent dans les pays côtiers sont devenues plus holistiques. Les quatre pays, en collaboration avec leurs partenaires internationaux, ont investi dans la sécurité en renforçant les forces militaires, en améliorant les équipements et en développant des stratégies de prévention de l'extrémisme violent. De plus, les mesures de sécurité sont de plus en plus liées à des réformes socio-économiques et à des projets communautaires menés au niveau local, visant à réduire la vulnérabilité des communautés face aux groupes extrémistes. Malheureusement, ces efforts sont confrontés à des défis majeurs, exacerbés par les récents développements diplomatiques et politiques dans la région, notamment la création de l'AES, le retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la fermeture de l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et la diminution générale du financement du développement.

LES MESURES DE SÉCURITÉ SONT DE PLUS EN PLUS LIÉES À DES RÉFORMES SOCIO-ÉCONOMIQUES ET À DES PROJETS COMMUNAUTAIRES MENÉS AU NIVEAU LOCAL

RENFORCER LA SÉCURITÉ PAR DES INVESTISSEMENTS MILITAIRES

Soutenus par des partenaires internationaux, les quatre pays ont investi dans le renforcement de leurs forces armées, la création de forces spéciales et la mise en œuvre de diverses opérations visant à sécuriser leurs frontières. Dans l'enquête de perception, la majorité des répondants ont identifié les autorités nationales et les forces de sécurité et de défense comme les acteurs les plus efficaces dans la lutte contre l'extrémisme violent.

FIGURE 7 : SELON VOUS, QUEL SERAIT L'ACTEUR LE PLUS EFFICACE POUR LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT DANS VOTRE PAYS ?



EN 2019, LE BÉNIN A ÉGALEMENT MIS EN PLACE UN COMITÉ DE HAUT NIVEAU CHARGÉ DE LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTRÉMISME VIOLENT, COMPOSÉ DE REPRÉSENTANTS DES FORCES ARMÉES, DES MINISTÈRES CONCERNÉS ET DES AUTORITÉS CHARGÉES DU CONTRÔLE DES FRONTIÈRES

Depuis 2012, le Bénin a entrepris des actions et développé des programmes par le biais de diverses institutions. Cette année-là, le gouvernement a créé l'Agence béninoise de gestion intégrée des espaces frontaliers, (ABeGIEF) afin d'améliorer les conditions de vie des populations dans les zones frontalières. Cette institution intervient dans les régions du Nord en organisant des patrouilles et en menant des actions de sensibilisation aux risques d'extrémisme violent. En 2018, le Bénin a créé la Cour de Répression des Infractions Économiques et du Terrorisme (CRIET), qui est chargée de juger les personnes soupçonnées d'être impliquées dans des activités terroristes¹¹. En 2019, le Bénin a également mis en place un comité de haut niveau chargé de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent, composé de représentants des forces armées, des ministères concernés et des autorités chargées du contrôle des frontières. Sa mission est d'élaborer une stratégie de lutte contre l'extrémisme violent et l'insécurité aux frontières, et d'assurer la mise en œuvre et le suivi de cette stratégie. En 2022, le gouvernement béninois a lancé l'opération Mirador, déployant 3 000 soldats dans le nord du pays pour reprendre le contrôle des zones menacées par l'expansion des groupes armés venus du Burkina Faso et du Mali. En janvier 2024, cette opération a été renforcée par le recrutement de 3 500 soldats supplémentaires. Les États-Unis ont soutenu l'initiative en aidant à mettre en place une police de proximité, et de nouveaux postes de police ont été créés le long de la frontière.

¹¹ Les résultats de l'enquête qualitative suggèrent que cette institution est mal perçue par les populations locales, en raison de son recours à la violence et aux arrestations arbitraires, notamment à l'encontre des jeunes soupçonnés de collaborer avec des groupes armés non étatiques.

EN SEPTEMBRE 2018, LE TOGO A LANCÉ L'OPÉRATION MILITAIRE KOUDDJOARE. DEPUIS LORS, 8 000 SOLDATS ONT ÉTÉ DÉPLOYÉS. L'OPÉRATION COMPREND DES CONTRÔLES ROUTIERS SYSTÉMATIQUES, DES PATROUILLES DE JOUR ET DE NUIT ET UN NOMBRE ACCRU DE POSTES MILITAIRES LE LONG DE LA FRONTIÈRE

En septembre 2018, le Togo a lancé l'opération militaire Kouddjoare. Depuis lors, 8 000 soldats ont été déployés. L'opération comprend des contrôles routiers systématiques, des patrouilles de jour et de nuit et un nombre accru de postes militaires le long de la frontière. Ces mesures visent non seulement à cibler les groupes extrémistes et leurs activités, mais aussi à réduire les vols et les cambriolages dans la région (Hetcheli, 2025). En 2020, une loi de programmation militaire quinquennale a été adoptée pour préciser l'allocation des ressources que la nation entend consacrer à la défense et à la sécurité. Le budget de la défense a augmenté de manière significative, passant de 8,7 % des dépenses publiques totales en 2017 à 17,5 % en 2022¹².

Depuis l'attaque de 2016 sur Grand-Bassam, le gouvernement de la Côte d'Ivoire a fait des investissements importants dans les forces de sécurité et les infrastructures. Suite à l'attaque en 2020 d'un poste de sécurité à Kafolo par le JNIM, l'opération Frontière Fermée a été lancée (de Bruijne & Bernard, 2025). Selon un rapport de l'International Crisis Group, « le gouvernement a alloué plus de 130 millions de dollars au renforcement de la mobilité des forces de sécurité et des capacités de collecte de renseignements, tout en s'engageant à améliorer la sécurité des frontières » (International Crisis Group, 2023). Alors que le gouvernement reste discret sur les interventions dans la zone opérationnelle nord, qui se situe le long de la frontière avec le Burkina Faso et le Mali, le rapport indique qu'entre 2 500 et 3 000 soldats ont été déployés dans la région. Les camps militaires frontaliers ont été renforcés afin d'améliorer le contrôle des routes et des points d'entrée dans le pays¹³.

« Ce qu'il faut comprendre, c'est que dans la zone opérationnelle nord, il s'agit d'une mission. Ce n'est pas... c'est en fait une opération. Nous recevons donc les hommes, ils sont déployés pendant un certain temps, puis ils reviennent. Nous ne disposons donc pas d'une équipe entraînée, qui est ici, formée, et qui mène le combat ». (Entretien avec un représentant des forces armées, Korhogo (en ligne), 20 octobre 2025).

En outre, la Côte d'Ivoire, soutenue par le gouvernement français, a ouvert l'Académie internationale de lutte contre le terrorisme (AILCT). L'académie vise à devenir un centre régional de formation du personnel de sécurité et des autorités civiles à la prévention et à la lutte contre l'expansion de l'extrémisme violent. De même, le Centre de renseignement opérationnel antiterroriste (CROAT) a été lancé en 2022 pour améliorer la capacité des forces de sécurité à identifier, détenir et poursuivre les terroristes présumés.

« L'Académie internationale de lutte contre le terrorisme est une institution de référence qui ne relève pas exclusivement du domaine militaire. Elle réunit de multiples domaines d'expertise : militaire, juridique, économique et sécuritaire. Elle forme aussi bien des officiers que des cadres civils, des juristes, des analystes ou des experts financiers. L'approche de l'académie est globale. Elle vise à renforcer la compréhension du phénomène terroriste sous tous ses aspects : sécuritaire, social, financier et idéologique. La formation comprend donc des éléments sur la coopération entre les civils et les militaires, la cohésion sociale et la prévention ». (Entretien avec un représentant des forces armées, Abidjan, Côte d'Ivoire, 15 octobre 2025).

Selon un représentant des forces armées, la Côte d'Ivoire a également bénéficié d'un appui technique important de la part des partenaires étrangers, notamment des États-Unis au cours des deux dernières années^{14,15}. En juillet 2024, le pays a créé une section antiterroriste au sein du tribunal d'Abidjan, ainsi qu'une administration pénitentiaire chargée des projets de lutte contre l'extrémisme violent dans les prisons.

Le Ghana a adopté en 2008 une loi antiterroriste qui définit et interdit les activités terroristes, et qui a été modifiée en 2014¹⁶. En 2019, dans le cadre de l'initiative d'Accra, le cadre national de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent et le terrorisme (NAFPCVET) a été élaboré (National Peace Council Ghana, 2020). Le gouvernement a également investi dans les opérations spéciales et les forces spéciales au sein de l'armée.

¹² Le Monde. (2025). [Dans le nord du Togo, une discrète poussée djihadiste depuis le Burkina](#) (avec l'AFP). Le Monde. ¹³ Entretien avec le coordinateur d'une ONG en Côte d'Ivoire, Bingerville, Côte d'Ivoire, 5 août 2025. ¹⁴ Entretien avec un représentant des forces armées, Abidjan, Côte d'Ivoire, 15 octobre 2025. ¹⁵ Selon l'ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire (2024), le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM) a investi 65 millions de dollars en 2024 dans la lutte contre le terrorisme et la sécurité des frontières dans le nord de la Côte d'Ivoire. Depuis 2022, la Côte d'Ivoire accueille Flintlock, un exercice international d'opérations spéciales dirigé par l'AFRICOM et destiné à renforcer la capacité des partenaires de la région à lutter contre les groupes extrémistes violents. ¹⁶ Loi antiterroriste de 2014 (amendement), loi 875 modifiant la loi antiterroriste, Loi 762 de 2008.

« Presque toutes les agences de sécurité du Ghana disposent d'une unité ou d'une équipe antiterroriste habilitée à répondre à la menace en cas d'éventualité. C'est donc l'approche traditionnelle du gouvernement face à une menace ». (Entretien avec un directeur d'un groupe de réflexion, Accra, Ghana, 15 septembre 2025).

Au Ghana, l'opération « Conquered Fist » a été lancée en 2017 pour contrer l'expansion de l'extrémisme violent et prévenir les attaques sur le territoire national. L'opération a impliqué le déploiement de forces supplémentaires dans le nord du pays, ainsi que des investissements dans les infrastructures et l'armement. Avec le soutien du gouvernement américain, le Ghana a également mis en place un centre national de fusion des frontières en 2020 afin de renforcer la capacité des différentes agences de sécurité à partager des informations et des renseignements (Boukhars, 2025). Lors d'un entretien, un agent de la sécurité nationale a souligné l'importance de ces échanges de renseignements pour garantir des réponses rapides et efficaces.

« Ils recueillent les informations et les transmettent en temps réel pour que nous puissions établir un lien avec l'agence de sécurité appropriée afin de réagir. C'est le mandat que nous avons. Nous n'avons pas comme mandat de les approcher ou de les combattre. Mais comme je l'ai dit, la première étape de la sécurité est le renseignement. Avec les bons renseignements, vous êtes sûr de gagner le combat. Si vous avez les mauvais renseignements, vous le perdrez à coup sûr. Nous travaillons donc toujours en tant qu'agents secrets capables de démasquer les événements avant qu'ils ne se produisent. Le plus souvent ». (Entretien avec un représentant des forces armées, Accra, Ghana, 28 octobre 2025).

DÉFIS À RELEVER : CORRUPTION ET MANQUE DE RESSOURCES

Malgré la mise en œuvre de ces initiatives, les quatre pays sont confrontés à des défis majeurs qui ont une incidence sur leur efficacité. Le manque de ressources humaines et matérielles, ainsi que d'importants problèmes de corruption ont été fréquemment signalés, en particulier au Ghana et au Togo.

Manque de ressources humaines et économiques

Au Togo, au Bénin et au Ghana, les résultats de la collecte de données ont montré une tendance constante : les forces de sécurité chargées de prévenir l'expansion des groupes violents ne disposent pas de ressources humaines et matérielles suffisantes pour protéger le territoire national contre les incursions, surveiller les mouvements de marchandises entrant et sortant du pays, ou mener des opérations de renseignement efficaces. Le manque de ressources oblige également les membres des forces armées à utiliser leurs salaires pour financer les opérations et obtenir des renseignements de la part de leurs officiers sur le terrain. Au Ghana, le manque de motivation du personnel pose des problèmes supplémentaires, car le déploiement de dans le nord du pays est souvent perçu comme une forme de punition.

« Nous sommes censés avoir notre arme de poing, notre gilet pare-balles, notre casque. Vous êtes censé avoir un téléphone satellite. Où l'on peut au moins communiquer, car on pénètre dans des territoires où il n'y a pas de réseau. Il n'y a rien et vous êtes sous couverture pour recueillir certaines informations. Vous devriez être en mesure d'appeler des renforts (...) Vous pouvez donc imaginer 6 ou 7 officiers en service et un groupe d'extrémistes d'environ 20 à 25 personnes qui arrivent. (...) Ils les domineront et entreront sans problème ». (Entretien avec un représentant des forces armées, Accra, Ghana, 28 octobre 2025).

« Il n'existe pas de technologie permettant de scanner le contenu des cargaisons qui passent par là. Il n'y a pas de technologie. Et il n'y a pas d'inspection physique de tout cela ». (Entretien avec un directeur d'un groupe de réflexion, Accra, Ghana, 15 septembre 2025).

Corruption

Au Ghana et au Togo, la corruption du personnel chargé de la sécurité a également été identifiée comme un facteur aggravant contribuant à la porosité des frontières. Les entretiens avec les membres des forces de sécurité nationales du Ghana ont mis en évidence leur découragement et leur perception très négative de leur capacité à assurer la sécurité de la population. La plupart d'entre eux ont également dénoncé la corruption dans leurs propres rangs. Ces préoccupations se reflètent dans l'enquête de perception, dans laquelle 68,3 % des personnes interrogées ont déclaré que la corruption et le racket par les forces de sécurité faisaient partie des menaces auxquelles elles étaient confrontées dans leurs communautés.

« La corruption est presque partout dans notre communauté. Par exemple, si vous avez un litige foncier et que vous n'en avez pas les moyens, vous risquez de perdre le procès même si vous êtes dans votre droit. Sur nos routes, les agents de la circulation se laissent également corrompre ». (Entretien avec un membre d'une organisation de la société civile, Togo, 21 août 2025).

**MALGRÉ LA
MISE EN ŒUVRE
DE CES INI-
TIATIVES,
LES QUATRE
PAYS SONT
CONFRONTÉS À
DES DÉFIS MA-
JEURS QUI ONT
UNE INCIDENCE
SUR LEUR EFFI-
CACITÉ**

En conséquence, les populations du Ghana ont tendance à douter de la capacité des forces armées à assurer leur sécurité. Les répondants à l'enquête ont désigné « chaque citoyen » comme l'acteur le plus important pour assurer leur propre sécurité. Seulement 20 % des personnes interrogées ont choisi l'armée, tandis que les forces de sécurité intérieure (police, gendarmerie et garde nationale) n'ont été choisies que par 9 % d'entre elles. Dans les trois autres pays, les forces de sécurité intérieure ont toujours été soutenues par plus de 48 % des personnes interrogées. Par conséquent, certaines populations du Ghana ont mis en place leurs propres forces de défense. A Sapelliga, par exemple, le niveau élevé d'insécurité - y compris le vol, la criminalité, le vol de bétail, et la crainte d'un débordement du conflit depuis le Burkina Faso - combiné au manque d'expertise et d'efficacité des forces armées nationales déployées dans la région, a conduit à la création de groupes de surveillance communautaires connus sous le nom de « Koglweogo » (également orthographié « Colwego ») (Quidelleur, 2024 ; Kuupiel & Aubyn, 2025). Lors d'une discussion de groupe avec des membres de Koglweogo, il a été noté que :

« Le groupe a été formé parce que Sapelliga n'était pas une communauté où les étrangers ou même les indigènes pouvaient se déplacer. Comme nous venions avec vous en moto, nous aurions eu peur qu'ils volent nos moteurs. La nuit, des voleurs armés peuvent venir voler un grand nombre de têtes de bétail et les emmener au Burkina Faso sans que nous puissions les arrêter. Il est également arrivé que des personnes soient tuées et que leurs corps soient jetés dans l'eau autour de nous, notamment dans la Volta Blanche. C'est donc sur la base de ces incidents que les anciens de cette communauté se sont levés et nous ont organisés pour former ce groupe de surveillance communautaire afin de protéger la communauté contre les vols à main armée et d'autres vices sociaux, de manière à ce que la paix et l'harmonie règnent ». (Discussion de groupe avec des membres d'un groupe de défense local, Sapelliga, Ghana, 30 avril 2024).

EN CONSÉ-
QUENCE, LES
POPULATIONS DU
GHANA ONT TEN-
DANCE À DOUTER
DE LA CAPACITÉ
DES FORCES AR-
MÉES À ASSURER
LEUR SÉCURITÉ.
LES RÉPONDANTS
À L'ENQUÊTE
ONT DÉSIGNÉ
« CHAQUE CI-
TOYEN » COMME
L'ACTEUR LE
PLUS IMPORTANT
POUR ASSURER
LEUR PROPRE SÉ-
CURITÉ

L'impact négatif de la création de l'AES sur la coopération régionale

Bien que les organisations régionales soient souvent confrontées à des défis et soient critiquées pour leur inefficacité, elles constituent un important forum de discussion et de coopération. En se retirant officiellement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) le 29 janvier 2025, les États membres de l'AES ont affaibli l'une des principales plateformes de coopération de la région. La plupart des parties prenantes interrogées ont souligné l'impact négatif significatif que le retrait des trois pays de l'AES a eu sur les efforts de lutte contre le terrorisme, en particulier dans les domaines où la coopération frontalière est cruciale. La création de cette alliance a également eu un impact sur d'autres initiatives régionales, telles que l'initiative d'Accra, qui a été spécifiquement conçue pour prévenir les débordements dans les pays côtiers en garantissant une collaboration régionale en matière de partage de renseignements et d'informations, ainsi qu'une collaboration entre les agences.

« Nous voyons même la question de la collaboration inter-agences : le partage de renseignements et d'informations entre les partenaires est essentiel, car le terrorisme est une menace pour la sécurité régionale. Pour y faire face, il faut une collaboration régionale et un partage des renseignements ». (Entretien avec un directeur d'un groupe de réflexion, Accra, Ghana, 15 septembre 2025).

Toutes les personnes interrogées ont convenu qu'une meilleure coordination et une meilleure compréhension mutuelle entre l'AES et la CEDEAO seraient plus efficaces pour lutter contre l'extrémisme violent. Et malgré leurs critiques à l'égard de la CEDEAO, les pays de l'AES ont démontré l'importance de la collaboration en créant une force conjointe pour lutter contre les groupes extrémistes violents. Toutefois, selon un responsable militaire ghanéen, cette force conjointe n'a pas encore démontré son efficacité, car les attaques continuent de se rapprocher des frontières du Ghana¹⁷. Si la collaboration régionale a été mise à l'écart, la coopération bilatérale a également souffert de tensions diplomatiques, comme en témoigne la suspension de la coopération entre le Niger et le Bénin, ce qui a sapé les efforts de lutte contre le terrorisme¹⁸. Les interlocuteurs ont souligné le manque de confiance entre les pays, qui entrave la mise en œuvre d'une stratégie commune.

¹⁷ Entretien avec un représentant des forces armées, Accra, Ghana, 15 septembre 2025. ¹⁸ BBC News Afrique, [Expulsion de diplomates, fermeture des frontières : Le Niger et le Bénin s'enlisent dans la crise](#), 5 janvier 2026.

« La création de l'AES a créé un climat de méfiance entre les anciens membres partenaires : les membres de l'AES et les membres de la CEDEAO. Cette méfiance s'est traduite par des ruptures et un manque de coopération aux frontières. Naturellement, cela ne contribue pas à renforcer la coordination ou la lutte contre l'extrémisme violent dans certaines localités. Une meilleure coordination et une meilleure compréhension entre l'AES et la CEDEAO seraient beaucoup plus efficaces dans la lutte contre l'extrémisme violent ». (Entretien avec un représentant du ministère, Abidjan, Côte d'Ivoire, 5 septembre 2025).

Les coups d'État et la création de l'AES ont exacerbé les tensions entre le Niger et le Bénin, ainsi qu'entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. À la suite du coup d'État au Niger, les sanctions immédiates et la fermeture des frontières imposées par le gouvernement béninois ont tendu davantage les relations diplomatiques entre les deux pays. Ces tensions ont conduit à la fermeture continue de la frontière, avec des conséquences économiques et sécuritaires importantes pour les deux parties (Nsaibia, 2026).

« La fermeture des frontières entre le Bénin et le Niger est une catastrophe. Parce qu'elle ferme la voie légale par laquelle les personnes peuvent être contrôlées, et qu'elle laisse ensuite la voie libre à tous les autres points d'entrée qui ne peuvent être contrôlés le long de la rivière. Aujourd'hui, la commune de Malanville, ainsi que toute la bande nord du fleuve, constituent des points d'entrée. Combien de policiers faut-il pour surveiller tout cela ? Ainsi, aujourd'hui, compte tenu de la porosité des frontières, que l'on soit bon ou mauvais, on est obligé d'utiliser des voies clandestines, ce qui fait qu'il n'est plus possible de distinguer les personnes qui passent, ce qui peut augmenter considérablement les actes de délinquance ». (Entretien avec un homme politique, Malanville, Bénin, 3 août 2025).

**LES GROUPES VIOLENTS
EXPLOITENT LA POROSITÉ
DES FRONTIÈRES
POUR ÉTABLIR DES
BASES ARRIÈRE DANS
LES PAYS CÔTIERS, OÙ
ILS PEUVENT ACCÉDER À
DES RESSOURCES POUR
FINANCER LEURS ACTI-
VITÉS ET RECRUTER DE
NOUVEAUX MEMBRES**

En octobre 2025, les tensions entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso se sont aggravées en raison des incursions répétées des Voltairiens pour la défense de la patrie (VDP) en territoire ivoirien. Le président du Burkina Faso, Ibrahim Traoré, a accusé à plusieurs reprises la Côte d'Ivoire de tenter de déstabiliser le Burkina Faso, bien qu'il n'ait fourni aucune preuve de ces affirmations (International Crisis Group, 2025). Le gouvernement ivoirien a démenti ces allégations à plusieurs reprises, réaffirmant son engagement à maintenir la paix.

Comme indiqué plus haut, l'extrémisme violent est un défi transfrontalier. Les groupes violents exploitent la porosité des frontières pour établir des bases arrière dans les pays côtiers, où ils peuvent accéder à des ressources pour financer leurs activités et recruter de nouveaux membres (Bukari & Koren, 2025 ; Kotia & Bonsoh, 2024). Pour faire face à cette menace, les pays voisins doivent investir dans la coopération en matière de surveillance des frontières et de renseignement afin d'améliorer leur capacité à démanteler les réseaux d'armes illégaux, à surveiller les individus suspects qui traversent la frontière et à coordonner les efforts pour assurer la sécurité des populations locales des deux côtés. Les opérations conjointes à la frontière se sont avérées efficaces par le passé. Par exemple, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire ont mené l'opération Comoé en mai 2020, qui a abouti au démantèlement d'un camp d'entraînement. Les observateurs avaient déjà souligné l'importance de la coopération transfrontalière pour freiner l'expansion de ces groupes et la nécessité de renforcer les capacités « pour suivre les expéditions commerciales entre les pays, renforcer le contrôle et la surveillance des frontières, améliorer la collecte et l'analyse des renseignements et obtenir le soutien des personnes vivant dans les zones frontalières ». (Kwarkye, 2020).

Au Ghana, depuis l'élection du président John Dramani Mahama en janvier 2025, le gouvernement a redoublé d'efforts pour favoriser la collaboration avec les pays de l'AES, en multipliant les visites diplomatiques et en faisant de l'accès au port de Tema un point de négociation avec les trois pays enclavés¹⁹. Le Togo a également montré sa volonté de coopérer avec le Burkina Faso en extradant récemment l'ancien président de transition Paul-Henri Sandaogo Damiba vers Ouagadougou. Au Bénin, un représentant de la zone opérationnelle nord du ministère des Forces armées a déclaré que des efforts étaient menés pour coopérer avec le Niger lorsqu'une menace directe et crédible contre la population locale était identifiée, mais que la coopération officielle restait compliquée²⁰.

¹⁹ Radio France Internationale. (2025). [Le Ghana nomme un envoyé spécial pour renforcer ses liens avec l'Alliance des États du Sahel](#). RFI. ²⁰ Entretien avec un représentant des forces armées, Korhogo (en ligne), Bénin, 20 octobre 2025.

RÉPONSES SOCIO-ÉCONOMIQUES : AMÉLIORER LA GOUVERNANCE ET RELEVER LES DÉFIS DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL EN MUTATION

POUR COMPLÉTER LES EFFORTS EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ, LES ÉTATS SE TOURNENT DE PLUS EN PLUS VERS DES MESURES SOCIO-ÉCONOMIQUES, DONT DEUX ASPECTS ESSENTIELS MÉRITENT D'ÊTRE SOULIGNÉS. PREMIÈREMENT, LES ÉTATS SONT DE PLUS EN PLUS CONSCIENTS DE LA NÉCESSITÉ D'INVESTIR D'AVANTAGE DANS LE DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS SEPTENTRIONALES, QUI SONT PLUS VULNÉRABLES AUX INCURSIONS DES GROUPES ARMÉS.

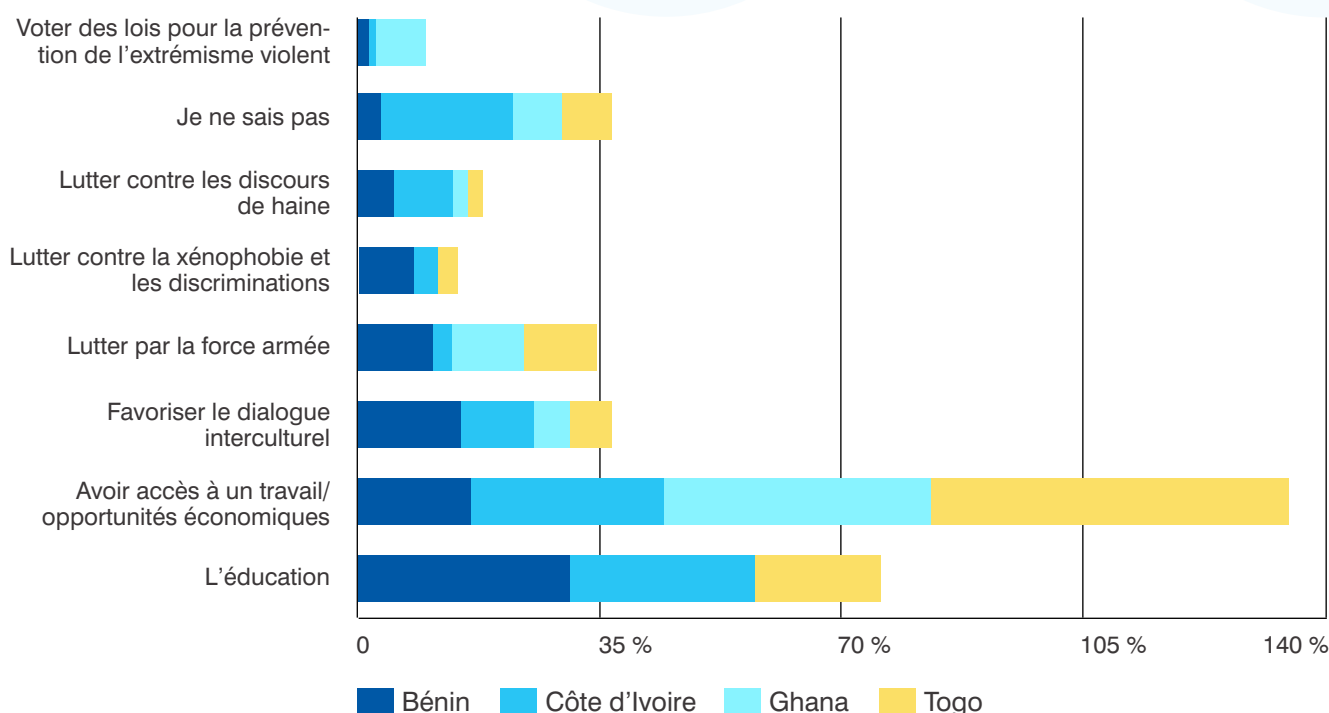
Deuxièmement, les stratégies s'appuient sur les communautés locales, qui sont considérées comme des composantes essentielles du système de collecte de renseignements. Les pays côtiers ont investi dans le développement des régions septentrionales dans le cadre de leur politique de prévention de l'expansion des groupes extrémistes en réduisant les vulnérabilités des populations locales, tant en termes de développement socio-économique (emploi, accès aux services publics, etc.) que de sensibilisation aux menaces sécuritaires. Les entretiens avec des membres des forces armées et d'autres acteurs institutionnels indiquent qu'ils reconnaissent le rôle essentiel que les populations locales doivent jouer dans la prévention de l'extrémisme violent. L'enquête de perception indique que les populations locales touchées par la violence ont des attentes accrues en matière de soutien socio-économique. Leurs points de vue sur les stratégies de prévention de l'extrémisme violent soulignent à la fois l'importance de ces programmes et les limites des réponses purement militaires.

INVESTISSEMENT NATIONAL VISANT À RENFORCER LA GOUVERNANCE DANS LES TERRITOIRES ISOLÉS

Investissement socio-économique

Les données recueillies indiquent que les populations des régions septentrionales du Bénin, du Togo, du Ghana et de la Côte d'Ivoire attendent de leurs gouvernements qu'ils réagissent plus vigoureusement à l'expansion de l'extrémisme violent. Les résultats montrent que ces attentes vont au-delà des questions de sécurité et englobent des aspects plus tangibles de la vie quotidienne. Les personnes interrogées dans ces régions indiquent que l'accès à l'emploi et aux opportunités économiques est considéré comme la mesure la plus efficace pour prévenir l'extrémisme violent (34 %), suivi par l'éducation (29 %). Elles attendent de leurs gouvernements qu'ils accordent la priorité à ces secteurs afin d'améliorer la vie quotidienne et de réduire leur vulnérabilité face aux groupes extrémistes violents. Le Togo, la Côte d'Ivoire et le Bénin semblent avoir déjà commencé à adopter des stratégies davantage axées sur la résilience.

FIGURE 8 : QUELLE ACTION CONSIDÉREZ-VOUS COMME LA PLUS EFFICACE POUR LUTTER CONTRE L'EXTRÉMISME VIOLENT ET LA RADICALISATION ?



En 2022, le Togo a lancé le Programme d'Urgence pour la région des Savanes (PURS)²¹. Son objectif est de mieux relier la région des Savanes au reste du pays tout en améliorant les services publics de base, notamment la santé, l'éducation, l'administration territoriale et la sécurité. Au total, 125 km de pistes rurales devraient être construits et des améliorations devraient être apportées aux infrastructures de base, notamment par l'expansion des réseaux électriques et d'approvisionnement en eau potable. Le programme PURS vise à remédier aux inégalités entre les régions du nord et le reste du pays. Toutefois, en dépit d'importants investissements nationaux et internationaux (par exemple, de l'UE et de la Banque mondiale), les membres des organisations de la société civile interrogés ont indiqué que son impact restait limité en raison de l'ampleur des besoins²².

« Les actions sont efficaces, mais les besoins sont énormes et il reste encore beaucoup à faire, notamment en matière de vulnérabilité, d'extrême pauvreté, de cohésion sociale et de désenclavement ». (Entretien avec un responsable de projet d'une ONGI, Grand Lomé, Togo, 6 août 2025).

En 2019, le gouvernement togolais a créé une nouvelle institution, le Comité Interministériel de Prévention et de Lutte contre l'Extrémisme Violent (CIPLEV) pour mettre en œuvre sa stratégie en matière de prévention de l'extrémisme violent :

« La mission qui lui est assignée consiste essentiellement à contribuer au renforcement de la résilience de la population et des différentes couches de la société face à la pression terroriste. C'est pourquoi le CIPLEV travaille essentiellement dans le domaine de la sensibilisation ». (Entretien avec un représentant du CIPLEV, Lomé, Togo, 13 août 2025).

Le personnel du CIPLEV organise des sessions de sensibilisation ciblant tous les segments de la société, y compris les jeunes, les femmes, les comités de développement des villages, les chefs traditionnels, les commerçants, les chefs religieux et les acteurs judiciaires. Elles permettent recueillir les recommandations et les demandes des populations locales pour les transmettre à la présidence et aux ministères concernés, ce qui permet de prendre les mesures appropriées²³.

En Côte d'Ivoire, les programmes PSGOUV 1 et 2 (Programme Social du Gouvernement)²⁴ se concentrent sur quatre piliers : l'amélioration des conditions d'éducation dans les institutions primaires, secondaires et tertiaires ; l'amélioration des conditions de vie de la population ; l'insertion professionnelle et les opportunités d'emploi pour les jeunes ; et le renforcement de la solidarité sociale envers les populations vulnérables (Programme Social du Gouvernement, n.d.). La Couverture Maladie Universelle (CMU) a également été introduite dans le cadre de ce programme, permettant à tous les citoyens d'avoir accès aux soins de santé et aux médicaments à un coût réduit. L'inscription à la CMU est obligatoire pour tous les citoyens depuis le mois de juillet 2019. Le Programme de Lutte contre les Fragilités dans le Nord, créé par le ministère de la Promotion de la Jeunesse, de l'Insertion Professionnelle et du Service Civique, est une autre initiative du PSGOUV qui vise à :

« Impact sur plus de 65 000 bénéficiaires dans les six régions frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, à savoir la Bagoué, le Poro, le Tchôlôgô, le Kabadougou, le Folon et le Bounkani. Il appartient donc au Ministère de la Promotion de la Jeunesse et à ses différents partenaires de déployer un ensemble de mesures d'intégration, résultant d'une identification et d'une analyse des besoins des populations en matière d'accompagnement socio-économique ». (Entretien avec un coordinateur du Programme de lutte contre la vulnérabilité dans le Nord, Ministère de la Jeunesse, de l'Insertion professionnelle et du Service civique, Abidjan 14 octobre 2025).

Au Bénin, l'Agence béninoise de Gestion Intégrée des Espaces Frontaliers (ABeGIEF) a notamment pour mission d'améliorer les conditions de vie de la population. Elle s'efforce d'améliorer l'accès à l'eau, aux écoles et à d'autres infrastructures afin de permettre aux populations locales d'accéder aux services sociaux de base et de réduire les frustrations dans la zone frontalière²⁵. Elle mène également des activités de sensibilisation à l'extrémisme violent à l'intention des communautés locales et des autorités.

« Cette agence (ABeGIEF) a travaillé à la construction d'infrastructures aux frontières et à la rencontre des communautés de part et d'autre de ces frontières pour tenter d'établir une synergie dans la lutte contre l'extrémisme violent. (...) L'ABeGIEF nous soutient à cet égard. Toute la semaine dernière, nous avons participé à une série de formations qui nous ont appris comment nous comporter lorsque nous nous trouvons à ces frontières ». (Entretien avec un représentant du Guichet Unique de Protection Sociale (GUPS), Sègbana, Bénin, 4 août 2025).

**LA COUVERTURE
MALADIE UNIVER-
SELLE (CMU) A
ÉGALEMENT ÉTÉ
INTRODUITE DANS
LE CADRE DE CE
PROGRAMME, PER-
METTANT À TOUS
LES CITOYENS
D'AVOIR ACCÈS
AUX SOINS DE
SANTÉ ET AUX MÉ-
DICAMENTS À UN
COÛT RÉDUIT**

²¹ République Togolaise. (2023). [Programme d'urgence pour les Savanes : environ 50 milliards FCFA engagés en un an](#). République Togolaise. ²² Rapport de recherche, Université de Lomé, Professeur Hetchell Kokou Folly Lolowou, Togo, septembre 2025. ²³ Entretien avec un responsable de programme du CIPLEV, Lomé, Togo, 13 août 2025. ²⁴ Programme Social du Gouvernement. (n.d.). [Accueil \[Site officiel\]. Gouvernement de la Côte d'Ivoire](#). ²⁵ Entretien avec le directeur général de l'ABeGIEF, 15 avril 2024, Cotonou, Bénin.

« AUJOURD’HUI, NOUS
DISPOSONS D’UNE
GRANDE TABLE RONDE
DE PARTENAIRES DE DÉ-
VELOPPEMENT QUI RAS-
SEMBLE TOUS CES PRO-
JETS ET PROGRAMMES
OPÉRANT DANS LA RÉ-
GION DE L’ATACORA »

Dans chaque préfecture du Bénin, le Service de la Planification et de l’Aménagement du Territoire est chargé du suivi de la mise en œuvre des projets et programmes de prévention de l’extrémisme violent. Dans l’Atacora et l’Alibori, ils ont mis en place un cadre de consultation :

« Nous avons donc des groupes thématiques liés à ces programmes. Les projets dans le secteur de l’eau ont leur propre cadre de consultation ; les projets dans le secteur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle ont leur propre cadre de consultation ; les projets dans le secteur humanitaire ont leur propre cadre de consultation. Aujourd’hui, nous disposons d’une grande table ronde de partenaires de développement qui rassemble tous ces projets et programmes opérant dans la région de l’Atacora. Ce forum est présidé par le préfet et nous y discutons de différents sujets. Chaque participant présente le niveau de mise en œuvre de ses activités, les difficultés rencontrées sur le terrain, les impacts et les effets qu’elle ont eus. C’est tout, et nous essayons de corriger ou de réorienter ce que nous pouvons ». (Entretien avec un représentant du département de la planification et de l’aménagement du territoire, préfecture de l’Atacora, Parakou, Bénin, 7 septembre 2025).

Au Ghana, l’investissement dans la prévention de l’extrémisme violent semble plus limité et se concentre principalement sur des activités de sensibilisation. Le Conseil national pour la paix (CNP) organise dans tout le pays des sessions de formation sur la radicalisation et les sanctions légales applicables en cas d’infraction. Ces activités visent également à rétablir la confiance de la population dans les forces de l’ordre, les fonctionnaires et les institutions de l’État. Des comités de paix régionaux et des comités interethniques ont été créés pour assurer la médiation et la résolution des conflits.

« Nous nous sommes rendus dans environ 23 communautés frontalières pour les sensibiliser aux signes (de radicalisation), aux causes, et nous avons également établi des liens, car nous savons qu’il s’agit d’activités motivées à la fois par la demande et par l’offre. Nous avons également eu des conversations avec les décideurs politiques, c’est à dire ceux qui peuvent également faire quelque chose à ce sujet en termes d’orientation et de mise en œuvre de la politique ». (Entretien avec le secrétaire exécutif du Conseil national pour la paix, Accra, Ghana, 31 octobre 2025).

La plupart des personnes interrogées dans le nord du Ghana ont mentionné le programme « See Something, Say Something »²⁶, dont l’objectif est de sensibiliser le public à l’extrémisme par le biais de slogans, d’affiches et de brochures dans les espaces publics, en utilisant des images et des messages clairs pour aider les gens à reconnaître les signes de l’extrémisme. Le programme utilise également des annonces à la radio et à la télévision, ainsi que des conférences et des ateliers dans les villages, les écoles et les institutions religieuses. Un numéro d’appel national (999) a été mis en place et des campagnes dans les médias sociaux favorisent la sensibilisation et le partage d’informations.

Si ce programme peut améliorer les flux d’information et la vigilance du public, le Ghana ne semble pas avoir d’initiatives nationales majeures visant spécifiquement à améliorer les conditions de vie dans la région nord du pays. Toutefois, comme indiqué plus haut, au Ghana, 66 % des personnes interrogées estiment que leur situation économique se détériore et 72 % pensent qu’elles n’ont qu’un accès moyen à l’eau et aux services de santé. En outre, la campagne de sensibilisation « See Something, Say Something » devrait être réglementée par des cadres juridiques afin de garantir à la fois la sécurité des personnes qui coopèrent avec les forces armées et les poursuites judiciaires à l’encontre des suspects.

Renforcer les relations entre civiles et militaires

L’inclusion socio-économique et une gouvernance efficace dans le cadre des stratégies de prévention de l’extrémisme violent peuvent réduire les vulnérabilités des populations locales et, par conséquent, améliorer les résultats en matière de sécurité. En renforçant la confiance entre les forces armées et la population, les programmes de développement renforcent la confiance dans l’État et favorisent une plus grande reconnaissance de son autorité.

LE CONSEIL NA-
TIONAL POUR LA
PAIX (CNP) ORGA-
NISE DANS TOUT
LE PAYS DES SES-
SIONS DE FORMA-
TION SUR LA RA-
DICALISATION ET
LES SANCTIONS
LÉGALES APPLI-
CABLES EN CAS
D’INFRACTION

²⁶ <https://www.dhs.gov/see-something-say-something>

« Le principal défi reste la coproduction de la sécurité avec la population. Malgré la forte présence des forces de sécurité à tous les niveaux, la coopération de la population est nécessaire pour signaler toute entrée et tout mouvement suspects de personnes au sein de la communauté ». (Entretien avec un représentant du CIPLEV, Lomé, Togo, 13 août 2025).

Les autorités nationales reconnaissent que les populations locales peuvent soutenir activement les efforts des forces de sécurité et de défense en fournissant des informations aux autorités locales. Dans les régions septentrionales des pays côtiers, les forces armées nationales s'appuient sur les informations fournies par la population locale concernant des activités suspectes ou de nouveaux arrivants. Selon des entretiens qualitatifs avec le personnel des forces armées, des systèmes d'alerte précoce sont en place pour informer les forces de sécurité de toute nouvelle arrivée dans les municipalités.

« Nos partenaires les plus essentiels sont les populations locales. Elles représentent la première ligne d'alerte et de prévention, car elles connaissent mieux que quiconque la dynamique de leurs territoires ». (Entretien avec un représentant des forces armées, Abidjan, Côte d'Ivoire, 15 octobre 2025).

Les gouvernements et leurs partenaires s'efforcent de renforcer les relations entre les forces de sécurité et de défense et les populations locales en créant des espaces de dialogue et en mettant en œuvre des activités qui améliorent les conditions de vie.

« Ainsi, au niveau international, nous disposons d'un soutien - non pas dans le domaine du combat direct, mais dans le domaine de l'assistance aux activités civiles et militaires. Par exemple, l'Union européenne, par l'intermédiaire d'Expertise France, a mis en œuvre des projets qui nous aident à acquérir du matériel. Dans le cadre de ces projets, nous organisons également des consultations médicales mobiles, c'est-à-dire dans des villages où il n'y a pas de centre de santé. Nous essayons, au moins une fois par mois, de sélectionner deux villages complètement isolés et de mener ces activités, simplement pour apporter un minimum de bien-être à la population, c'est-à-dire des médicaments, certaines fournitures et faire de la sensibilisation ». (Entretien avec un représentant des forces armées, Korhogo (en ligne), Côte d'Ivoire, 20 octobre 2025).

D'après les entretiens qualitatifs, les dialogues et les activités conjointes sont perçus par les personnes interrogées comme étant efficaces dans les quatre pays. Lorsqu'ils sont mis en œuvre, les contacts réguliers avec les communautés locales contribuent à réduire la méfiance et la peur à l'égard des forces de sécurité et de défense. En Côte d'Ivoire, selon un représentant de la zone opérationnelle nord, la participation des populations locales aux systèmes d'alerte précoce favorise un sentiment de responsabilité partagée²⁷. Cependant, malgré ces avantages, la coopération entre civils et militaires n'est pas suffisamment réglementée. Les risques tels que les fausses accusations - où des individus peuvent être signalés à tort comme présentant une menace - et l'augmentation des tensions intracommunautaires restent mal anticipés.

LES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE (OSC) ET LES INITIATIVES LOCALES POUR LA COHÉSION SOCIALE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Outre le financement direct des gouvernements des pays côtiers, les donateurs internationaux financent également divers programmes par l'intermédiaire de partenaires locaux et nationaux. Ces programmes s'alignent sur les objectifs du gouvernement, notamment l'amélioration des conditions de vie des populations frontalières, la prévention et l'atténuation des conflits, et la sensibilisation à la prévention de l'extrémisme violent.

Le projet Cohésion sociale des régions nord du Golfe de Guinée (COSO), mis en œuvre au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Togo, est un exemple de ces programmes. Ce projet vise à « prévenir de manière proactive la propagation des conflits au Sahel, à réduire la vulnérabilité au changement climatique et à renforcer les institutions locales, les opportunités économiques et la confiance du public »²⁸. Lors de son lancement en 2022, le projet COSO disposait d'un budget de 450 millions de dollars provenant de l'Association internationale de développement (IDA). Les personnes interrogées ont souligné l'approche innovante du projet, selon laquelle les fonds sont directement alloués aux cantons qui, avec les communautés locales, décident des activités les plus pertinentes. Visant à atteindre 4 600 communautés de la zone frontalière dans les quatre pays, cette stratégie de développement axée sur la communauté repose sur la participation et la prise de décision locales pour sa mise en œuvre.

« En d'autres termes, ce sont les communautés elles-mêmes qui identifient leurs besoins, fixent leurs priorités et gèrent la mise en œuvre des projets qui les concernent. Dans le cadre du projet COSO, des allocations sont accordées aux cantons. Ainsi, dans un canton X, chaque village identifie et hiérarchise ses besoins, qui font ensuite l'objet d'un arbitrage au niveau cantonal afin d'affecter les fonds reçus aux besoins jugés les plus pertinents et prioritaires pour le canton ». (Responsable de projet ONGI, Grand Lomé, Togo, 14 août 2025).

CES PROGRAMMES S'ALIGNENT SUR LES OBJECTIFS DU GOUVERNEMENT, NOTAMMENT L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS FRONTIÈRES, LA PRÉVENTION ET L'ATTÉNUATION DES CONFLITS, ET LA SENSIBILISATION À LA PRÉVENTION DE L'EXTRÉMISME VIOLENT.

²⁷ Entretien avec un représentant des forces armées, Korhogo (en ligne), 20 octobre 2025. ²⁸ Banque mondiale. (2022). [Un nouvel investissement régional de 450 millions de dollars dans les régions septentrionales des pays du Golfe de Guinée vise à renforcer la confiance, les opportunités et la résilience grâce à la cohésion sociale](#) (communiqué de presse n° 2022/056/AFW).

POUR ASSURER LA PÉRENNITÉ DE L'INITIATIVE APRÈS LA FIN DU PROJET, UN CONSULTANT A ÉTÉ ENGAGÉ POUR TRAVAILLER AVEC LES REPRÉSENTANTS ÉLUS ET LES AUTORITÉS LOCALES AFIN D'IDENTIFIER UN MÉCANISME DE FINANCEMENT POUR L'INITIATIVE

Un autre programme de ce type, financé par l'USAID, est le Programme Régional d'Appui aux Pays Côtiers (PRAPC) au Togo et au Bénin, qui vise à renforcer la cohésion sociale par le biais de diverses activités. Il s'agit notamment de campagnes de sensibilisation, de la formation des chefs de communautés, de la réhabilitation des centres de jeunes et des infrastructures communautaires, et de la création de comités de gestion des conflits fondés sur les connaissances locales et les mécanismes traditionnels²⁹. Par exemple, à Malanville et Karimama, l'USAID a soutenu le « Dialogue sur Natte », un mécanisme existant de résolution des conflits au niveau communautaire. Pour assurer la pérennité de l'initiative après la fin du projet, un consultant a été engagé pour travailler avec les représentants élus et les autorités locales afin d'identifier un mécanisme de financement pour l'initiative. Depuis la conclusion du projet de l'USAID, l'initiative a été financée par les taxes perçues par les autorités sur les marchés locaux.

Plusieurs activités de sensibilisation et de prévention des conflits, notamment par le biais d'émissions de radio, ont été soulignées lors des entretiens. L'USAID a financé un podcast de 21 épisodes sur la cohésion sociale au Bénin, produit en quatre langues et diffusé sur 10 stations de radio du Nord. L'UE finance également des programmes visant à améliorer la compréhension de la désinformation par les radiodiffuseurs et la prévention de l'extrémisme violent. Le projet Media B propose des formations et soutient la surveillance des médias³⁰. Par l'intermédiaire de son partenaire local Promotion Jeunesse Unie pour le Développement (PJUD), l'UE finance également un projet local de sensibilisation appelé « Sina Sérou », qui promeut la cohésion sociale, le dialogue entre les communautés et la non-stigmatisation des communautés afin de prévenir les conflits³¹.

« Si vous examinez les causes de l'extrémisme violent, vous comprendrez que pour y remédier, le tissu social doit être reconstruit, car il est en train de se déchirer - il doit être réparé. Le sentiment d'appartenance au pays doit être encouragé et la confiance entre la population et l'État doit être rétablie. À cet égard, nous avons mis en œuvre un certain nombre de projets et d'activités visant à l'autonomisation économique des jeunes et des femmes, ainsi que des actions de sensibilisation à l'importance du choix du dialogue dans la recherche de solutions à tout conflit potentiel ». (Responsable de projet d'une organisation de la société civile, Parakou, Bénin, 2 août 2025).

D'autres ONG et organisations de la société civile se concentrent sur les questions humanitaires et de développement en s'attaquant aux vulnérabilités locales, notamment le chômage, l'accès limité aux ressources et les lacunes dans les services sociaux de base. L'agence suisse pour le développement et la coopération (SDC) finance des projets de développement visant à améliorer l'accès à l'emploi des jeunes, l'adaptation au changement climatique et l'accès aux services publics de base tels que les centres de santé³². Comme pour l'UE, la SDC s'appuie sur des partenaires locaux tels que l'Association pour l'Intercommunalité dans le département de l'Alibori (APIDA)³³. Au Togo, Plan International met en œuvre un projet intitulé « Assistance d'urgence aux familles vulnérables » dans les préfectures de Tone et Kpendjal, qui vise à répondre aux besoins des populations déplacées de force. Le projet vise à renforcer les mécanismes de protection des enfants, à apporter un soutien financier aux familles déplacées et aux familles d'accueil et à promouvoir le développement de la petite enfance. Plusieurs projets ont été mis en œuvre pour soutenir les jeunes en leur proposant des formations et des activités génératrices de revenus, en améliorant leur accès au marché du travail et en les aidant à subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille.

« Nous avons travaillé sur plusieurs projets qui ont été mis en œuvre, notamment l'autonomisation des jeunes et des femmes dans les régions du Gontougo et du Bounkani, dans le nord-est de la Côte d'Ivoire, de 2019 à 2024, soit une période de cinq ans. Au total, 25 groupes de jeunes ont bénéficié d'une subvention de la Conférence épiscopale italienne pour développer des activités. Les femmes ont également bénéficié d'activités génératrices de revenus, telles que la production d'attiéké et bien d'autres ». (Entretien avec un représentant d'une ONGI, Bondoukou, Côte d'Ivoire, 22 octobre 2025).

D'AUTRES ONG ET ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE SE CONCENTRENT SUR LES QUESTIONS HUMANITAIRES ET DE DÉVELOPPEMENT EN S'ATTAQUANT AUX VULNÉRABILITÉS LOCALES, NOTAMMENT LE CHÔMAGE, L'ACCÈS LIMITÉ AUX RESSOURCES ET LES LACUNES DANS LES SERVICES SOCIAUX DE BASE

²⁹ Entretien avec un responsable de projet d'une ONG, Parakou, Bénin, 2 août 2025. ³⁰ Entretien avec le directeur des médias, Parakou, 23 août 2025. ³¹ Entretien avec le directeur d'une ONG, Parakou, Bénin, 15 septembre 2025. ³² Agence suisse pour le développement et la coopération. (2025) [Bénin - Coopération internationale](#). Département fédéral des affaires étrangères. ³³ Entretien avec le chef des opérations d'une organisation de la société civile, Parakou, Bénin, 25 septembre 2025.

DIFFICULTÉS : DIMINUTION DU FINANCEMENT INTERNATIONAL ET PROBLÈMES DE COLLABORATION

Plusieurs difficultés ont affecté l'efficacité des projets de prévention de l'extrémisme violent, notamment en ce qui concerne la collaboration et la coordination entre les acteurs, l'accès aux zones reculées et le financement.

Problèmes de collaboration et de coordination

Au Bénin et au Togo, les autorités locales et les organisations de la société civile ont souligné le manque de coordination entre les activités, ce qui a pu entraîner une duplication des interventions et sapé la confiance des communautés. Les communautés ont souvent l'impression que de multiples acteurs mènent des activités similaires, alors que les problèmes structurels sous-jacents ne sont pas résolus.

« Toutes les actions des différents acteurs ne sont pas synchronisées. Il faut un organe de coordination régional pour toutes les actions des différents acteurs de la région ». (Entretien avec un responsable de programme d'une ONGI, Lomé, Togo, 7 août 2025).

En outre, le manque de collaboration entre les différents acteurs au Togo a entraîné des retards administratifs dans de nombreux projets, tandis que la réticence du gouvernement à partager les informations relatives aux groupes extrémistes violents limite la capacité des ONG à s'adapter au contexte local. Au Bénin, les préfectures, chargées de coordonner les activités, manquent de ressources humaines et financières pour remplir leur mission.

« Nous avons un rôle de coordination, mais les ressources que l'État nous fournit ne concernent pas nécessairement la coordination. Il faudra donc que le ministère de la Décentralisation comprenne un peu les enjeux et dégage plus de moyens pour que la préfecture puisse remplir son rôle ». (Entretien avec un représentant du département de la planification et de l'aménagement du territoire, préfecture de l'Atacora, Parakou, Bénin, 7 septembre 2025).

« LE MANQUE DE RESSOURCES HUMAINES POSE UN SÉRIEUX PROBLÈME DANS L'ALIBORI. DEPUIS L'APPARITION DE CETTE MENACE SÉCURITAIRE, FORCE EST DE CONSTATER QUE DE NOMBREUX ACTEURS NE PEUVENT PLUS VIVRE CONFORTABLEMENT DANS L'ALIBORI ».

.....
(GUPS representative, interview, Sègbana, Benin, 4 August 2025)

Dans les quatre pays, les ONG et les organisations de la société civile ont fait état de difficultés liées à des ressources humaines limitées et à des difficultés d'accès aux zones reculées en raison d'infrastructures routières insuffisantes ou de problèmes de sécurité. Les ONG et les organisations de la société civile doivent obtenir une autorisation officielle pour mettre en œuvre des activités dans des localités jugées dangereuses par les gouvernements nationaux. Ces restrictions d'accès réduisent la présence d'acteurs travaillant sur des projets liés à la prévention de l'extrémisme violent, laissant les populations avec moins d'options pour accéder aux services et ressources publics.

Diminution du financement international

Avant même la clôture du projet de l'USAID, les organisations de la société civile, les ONG et les autorités locales ont souligné le manque de financement. Malgré l'évolution des besoins, les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest ont toujours reçu moins d'attention de la part des bailleurs de fond que le Sahel. Comme mentionné dans la première section, les populations des régions septentrionales de ces pays sont confrontées à des défis majeurs en matière d'accès aux services de base et à l'emploi. Alors que les communautés attendent des améliorations de leurs conditions de vie, les budgets disponibles ne suffisent pas à répondre à ces attentes, les parties prenantes ne sont pas en mesure de soutenir toutes les populations vulnérables identifiées. Une autre contrainte fréquemment évoquée lors des entretiens avec les communautés et les organisations de la société civile est la durabilité limitée des projets. De nombreuses initiatives mentionnées ci-dessus ne sont financées que pour deux ou trois ans, ce qui, dans certaines localités, se traduit par quelques interventions seulement. Les projets à court terme sont particulièrement mal adaptés aux efforts de prévention de l'extrémisme violent, qui nécessitent l'instauration d'une confiance à long terme et l'amélioration progressive des moyens de subsistance. Dans le contexte de réduction des financements internationaux, les préoccupations relatives à la durabilité des projets après le retrait des donateurs deviennent encore plus cruciales.

« Nous avons vu la GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit, Agence allemande pour la coopération internationale) et l'OIPR (Office Ivoirien des Parcs et Réserves). L'OIPR se concentre principalement sur le parc, mais mène également des activités de sensibilisation à la coexistence, au respect de la nature et à tout ce qui a trait à la paix. Ces personnes viennent de temps en temps ; elles organisent des formations, des conférences et des discussions entre les communautés. C'est bien, mais souvent cela ne dure pas longtemps. Elles viennent, exercent deux ou trois activités, puis repartent ». (Entretien avec un représentant de la communauté locale, Bouko, Bouna, Côte d'Ivoire, 1^{er} novembre 2025).

Au Ghana, les principales difficultés découlent d'un manque d'investissement national et de stratégie globale pour soutenir le développement socio-économique des populations locales dans la région du nord. Contrairement au Bénin, au Togo et à la Côte d'Ivoire, qui ont développé des programmes d'investissement à grande échelle, l'approche nationale du Ghana en matière de soutien socio-économique dans les régions du nord reste limitée.

**SUITE À LA DÉCISION
DU GOUVERNEMENT
AMÉRICAIN DE FER-
MER L'USAID EN FÉ-
VRIER 2025, DE NOM-
BREUX PROJETS ONT
ÉTÉ ARRÊTÉS OU
ANNULÉS. LA PLU-
PART DES ONG ET
DES ORGANISATIONS
DE LA SOCIÉTÉ CI-
VILE INTERROGÉES
DANS LE CADRE DE
CETTE ÉTUDE ONT
ÉTÉ DIRECTEMENT
OU INDIRECTEMENT
TOUCHÉES**

« Dans la plupart des cas, les gouvernements ne disposent pas des fonds nécessaires pour financer les activités de prévention de l'extrémisme violent. Si vous regardez l'espace ghanéen, presque toutes les mesures de prévention de l'extrémisme violent que nous avons ne sont pas financées par les États. La quasi-totalité d'entre elles sont financées par des sources et des ressources et des interventions étrangères. Il est donc difficile de mettre en place une collaboration soutenue par l'État ». (Entretien avec un directeur d'un groupe de réflexion, Accra, Ghana, 15 septembre 2025).

Suite à la décision du gouvernement américain de fermer l'USAID en février 2025, de nombreux projets ont été arrêtés ou annulés. La plupart des ONG et des organisations de la société civile interrogées dans le cadre de cette étude ont été directement ou indirectement touchées. Dans certains cas, les organisations qui recevaient un financement direct de l'USAID ont dû restituer les fonds en raison de l'annulation abrupte de leurs programmes. Ces réductions de financement ont un impact sur les bénéficiaires et les employés. Pour les bénéficiaires, cette décision a eu un impact psychologique important, car les communautés perçoivent souvent les retraits soudains comme un abandon, ce qui sape leur confiance dans les acteurs internationaux.

« On peut voir le corollaire au niveau de leur famille, de leur scolarité, de leur santé, etc. D'abord, la survie de tous ceux qui travaillent, mais aussi maintenant des communautés que nous soutenions et qui sont retombées dans une situation de précarité, notamment en ce qui concerne l'accès aux services sociaux de base. Il est vrai que le gouvernement travaille beaucoup, mais la contribution de ces projets a été importante ». (Entretien avec un coordinateur de projet d'une ONGI, Parakou, Bénin, 10 août 2025).

D'autres organisations ont été indirectement touchées, principalement en constatant une réduction générale des possibilités de financement.

« D'autant plus que, même globalement, les ressources s'amenuisent. Par conséquent, les organisations qui étaient financées par l'USAID, si elles ne disposent plus de ce financement, chercheront à rivaliser avec d'autres sources de financement. Bien sûr, cela renforcera la concurrence et, nécessairement, cela pourrait réduire les fonds que [nous] pourrions espérer obtenir d'autres donateurs ». (Entretien avec un représentant d'une ONGI, Cocody, Côte d'Ivoire, 20 août 2025).

Les acteurs sont encouragés à développer de nouvelles stratégies pour mettre en œuvre leurs projets. Ces stratégies comprennent la recherche d'autres sources de financement, la présentation d'un plus grand nombre de demandes, le renforcement des partenaires locaux pour réduire les besoins de financement à long terme et l'adaptation des programmes aux ressources disponibles. Certains acteurs ont également souligné l'importance de renforcer l'implication de l'État et d'accroître l'investissement national. Cependant, ces décisions soudaines créent inévitablement des vulnérabilités dans les cadres nationaux de prévention de l'extrémisme violent, car les acteurs locaux n'ont souvent pas la capacité de soutenir les programmes de manière indépendante, ce qui entraîne des lacunes dans leur mise en œuvre.

« Tout en félicitant l'État et en encourageant les efforts déjà réalisés, nous commencerons par dire que l'État devrait faire encore plus confiance aux organisations de la société civile et établir un cadre de consultation permanent entre elles et lui. L'État devrait également contribuer à mobiliser davantage de ressources, car nous ne disposons pas de ressources suffisantes pour ce thème de prévention de l'extrémisme violent ». (Entretien avec un responsable de projet d'une organisation de la société civile, Parakou, Bénin, 2 août 2025).

LA CÔTE D'IVOIRE, LE GHANA, LE TOGO ET LE BÉNIN SONT DE PLUS EN PLUS EXPOSÉS À L'INSÉCURITÉ RÉSULTANT DE L'EXPANSION DES GROUPES EXTRÉMISTES VIOLENTS AU-DELÀ DES FRONTIÈRES DU MALI, DU NIGER ET DU BURKINA FASO. LES RÉGIONS DU NORD SONT LES PREMIÈRES À SUBIR LES CONSÉQUENCES DE CETTE INSÉCURITÉ, AVEC DES POPULATIONS TOUCHÉES PAR LES ENLÈVEMENTS, LE CONTRÔLE ILLÉGAL DES RESOURCES, LE VOL DE BÉTAIL, LES ATTAQUES ET D'AUTRES FORMES DE VIOLENCE.

Les populations attendent beaucoup de leurs États respectifs pour assurer la sécurité, maintenir la paix et relever les défis liés à la sécurité, à la fragilité économique et au développement. Le manque d'accès aux services publics, la faible gouvernance, le taux élevé de chômage des jeunes et les conflits prolongés entre les communautés sont autant de facteurs que les populations locales considèrent comme centraux pour une stratégie efficace de prévention de l'extrémisme violent.

Bien que la nature et l'origine de la menace soient similaires, les quatre pays connaissent des niveaux de violence différents et des degrés divers de présence de ces groupes violents sur leur territoire. Alors que le Bénin et le Togo ont subi des attaques répétées sur leur territoire, la Côte d'Ivoire est surtout confrontée à des tensions avec le gouvernement burkinabé, dû à l'intrusion régulière des Volontaires pour la défense de la patrie (VDP) sur son territoire et à la présence de réfugiés. Le Ghana n'a pas encore été attaqué et est généralement considéré comme une base arrière pour le recrutement et le financement de groupes extrémistes violents. Par conséquent, leur stratégie de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent doit être adaptée au contexte local. La création de l'AES et le retrait du Mali, du Niger et du Burkina Faso de la CEDEAO ont encore affaibli une coopération transfrontalière déjà fragile, créant un climat de méfiance. L'échange de renseignements et la collaboration transfrontalière sont essentiels pour lutter contre l'extrémisme violent, car les groupes violents exploitent la porosité des frontières à leur avantage. La suspicion accrue a perturbé la coopération dans les initiatives en matière de prévention de l'extrémisme violent, sapant les efforts qui jouaient auparavant un rôle constructif dans la lutte contre les groupes violents.

En se concentrant principalement sur leur armée, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Togo et le Bénin ont tous renforcé la sécurité de leurs frontières en investissant dans l'équipement, la formation et le déploiement de patrouilles. Si ces efforts reposent sur des investissements nationaux importants, les quatre pays ont également bénéficié d'un soutien extérieur. Le financement externe est essentiel pour la mise en œuvre de ces réformes. Les institutions internationales et les ONGI financent un nombre important de projets, soutenant à la fois les politiques gouvernementales et les initiatives des organisations de la société civile. Par conséquent, la fermeture de l'USAID et le déclin général du financement international ont eu - et continueront d'avoir - des répercussions importantes sur ces stratégies. Les ONG et les autorités locales ont déjà été contraintes d'arrêter ou de réduire la portée de leurs interventions, faute de ressources financières au niveau national, régional ou local pour soutenir ces programmes. Ces coupes budgétaires brutales mettent en évidence l'absence de planification à long terme et de stratégies de sortie de la part des gouvernements nationaux et des acteurs internationaux, ce qui a entraîné une détérioration immédiate des conditions de vie dans certaines régions et une baisse de la confiance du public envers les acteurs internationaux et nationaux. Ces réductions créent un vide, laissant les communautés sans alternative pour faire face aux vulnérabilités à l'extrémisme violent - ces mêmes risques que ces programmes ont été conçus pour atténuer.

Outre le renforcement militaire, les pays côtiers développent de plus en plus de réformes et de projets socio-économiques pour soutenir les communautés locales et réduire leur vulnérabilité. La Côte d'Ivoire, le Togo et le Bénin ont tous mis en place des initiatives de grande envergure pour améliorer la gouvernance dans leurs régions septentrionales et renforcer la cohésion sociale. S'attaquant à des problèmes tels que le chômage des jeunes, le manque d'infrastructures et le manque de sensibilisation, ces programmes socio-économiques visent à améliorer les conditions de vie des populations frontalières, à réduire l'expansion de l'extrémisme violent et à renforcer la confiance entre les communautés et l'État.

LES POPULATIONS ATTENDENT BEAUCOUP DE LEURS ÉTATS RESPECTIFS POUR ASSURER LA SÉCURITÉ, MAINTENIR LA PAIX ET RELEVER LES DÉFIS LIÉS À LA SÉCURITÉ, À LA FRAGILITÉ ÉCONOMIQUE ET AU DÉVELOPPEMENT

RECOMMANDATIONS

AUX GOUVERNEMENTS DES ÉTATS CÔTIERS

- **Améliorer le développement économique axé sur la jeunesse** : Les jeunes sont particulièrement vulnérables à la radicalisation et au recrutement par des groupes extrémistes. Cette vulnérabilité peut être atténuée en améliorant l'accès au marché du travail par le biais de l'éducation et de la formation professionnelle, en leur fournissant les compétences et les opportunités nécessaires pour répondre à leurs propres besoins et à ceux de leur famille.
- **Améliorer les services publics et la gouvernance dans la région septentrionale** : L'amélioration des conditions de vie et la reconnaissance du rôle de l'État en tant que prestataire efficace de services publics peuvent à la fois réduire les vulnérabilités de la population et soutenir les réformes en matière de sécurité, en encourageant une plus grande collaboration entre les communautés et les forces de sécurité.
- **Investir dans les ressources humaines et matérielles aux frontières, tout en garantissant une formation adéquate et des mesures d'atténuation de la corruption** : L'octroi de salaires appropriés et réguliers au personnel des forces armées, ainsi que des sanctions proportionnées en cas d'inconduite, peuvent réduire l'extorsion des populations locales et améliorer le contrôle des frontières. En outre, l'amélioration des conditions de travail à l'aide de matériaux adaptés au contexte peut renforcer l'efficacité et la volonté du personnel déployé dans ces zones peu sûres.
- **Améliorer la coopération entre les acteurs afin d'éviter les doubles emplois, de garantir les synergies et de maintenir la continuité des projets** : L'exemple du Bénin, où les préfectures organisent des groupes thématiques pour les programmes mis en œuvre sur leur territoire, fournit un modèle utile qui pourrait être reproduit si des ressources adéquates étaient fournies pour soutenir une telle coordination. .

À LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

- **La prévention de l'extrémisme violent doit inclure la coopération régionale** : Établir un cadre de consultation entre les pays aux niveaux national et local (par exemple, entre les préfectures) et réinvestir dans des opérations frontalières conjointes afin de coordonner plus efficacement les réponses entre l'AES et les pays côtiers.
- **Assurer la continuité du financement et se préparer à des réductions** : Le financement international est actuellement essentiel pour les stratégies de prévention de l'extrémisme violent mises en œuvre, de sorte que toute restriction potentielle doit être anticipée et planifiée en coordination avec les acteurs nationaux et régionaux. La réduction continue des financements a déjà un impact sur les stratégies de prévention de l'extrémisme violent au niveau local. Les gouvernements nationaux et les institutions régionales, telles que la CEDEAO, doivent identifier des ressources internes pour soutenir ces programmes et assurer la continuité des projets de prévention de l'extrémisme violent existants. Les acteurs internationaux doivent également évaluer rapidement les effets à long terme de ces réductions.

BIBLIOGRAPHIE

- Aikins, E. R. (2024). [Ghana must stop galamsey before it sinks the country](#). ISS Today.
- Aka, O. A. (2025). [Benin's youth see gains in education amid persistent economic challenges](#) (Afrobarometer Dispatch No. 971). Afrobarometer.
- Alhassan, O., & Asante, R. (2022). [Addressing conflicts over resource use in Ghana: The case of Operations Vanguard and Cow Leg](#). Contemporary Journal of African Studies, 9(1), 53–65.
- Allouche J., Yao Yao C., & Amédée K. S. (2024). [Rethinking 'farmer-herder' conflicts in the Ivorian internal frontier](#). African Affairs, 123, (493), 449–467.
- Africa Center for Strategic Studies. (2025). [Africa surpasses 150,000 deaths linked to militant Islamist groups in past decade](#).
- Assanvo, W. (2021). [Le terrorisme en Côte d'Ivoire ne relève plus seulement d'une menace extérieure](#). Institut d'études de sécurité.
- Aubyn, F. K. (2021, December 10). The risk of violent extremism and terrorism in the coastal states of West Africa. Conflict Trends, (3), African Centre for the Constructive Resolution of Disputes (ACCORD).
- Berger, F., Tagziria L., & Mossi, A. (2024, February). Hostage to violent extremism: Kidnapping in northern Benin (OCWAR-T Research Report No. 15). OCWAR-T.
- Berger, F., & Zran, A. (2023, September). North-eastern Côte d'Ivoire: [Between illicit economies and violent extremism](#). Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
- Boukhars, A. (2025, November 17). [Holding terrorism at bay in coastal West Africa](#). Africa Center for Strategic Studies.
- Beevor, E. (2022). JNIM in Burkina Faso: [A strategic criminal actor \(Research report\)](#). Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
- Bukari, K., & Koren, O. (2026). [Insurgency, border contiguity, and social conflict in neighbor countries](#). Journal of Conflict Resolution, Journal of Conflict Resolution 70(2-3), 414-439.
- Britten, N. (1995). [Qualitative interviews in medical research](#). BMJ, 311(6999), 251–253.
- Brottem, L. (2022, April 1). [La menace croissante de l'extrémisme violent en Afrique occidentale côtière](#). Centre d'études stratégiques de l'Afrique.
- Eizenga, D., & Gnanguênon, A. (2024, July 22). [Recalibrating coastal West Africa's response to violent extremism](#). (Africa Security Brief, No. 43) Africa Center for Security Studies.
- Courtright, J. (2025, July 8). [How stolen cattle links Ghana to the jihadist conflict in the Sahel](#). Clingendael Institute.
- Courtright, J. (2025, February). [Fulani responses to pastoralist crisis and mass violence](#) (Megatrends Afrika Policy Brief No. 32). Megatrends Afrika.
- De Bruijne, K., Courtright, J., Yaro, D. S., Ellis, G., Aboram-pah Mensah, P. N. K., Khalfaoui, M., & Tanko, E. (2024, July). [A beacon of democracy? How hyper-political competition increases the risk of violent extremism in Ghana](#). (CRU Report), Clingendael Institute.
- Courtright, J., & de Bruijne, K. (2025, May) [Cattle Waha-la: Addressing the political economy of cattle rustling and smuggling between Ghana, Burkina Faso and Togo](#) (Report). Clingendael Institute.
- De Bruijne, K., & Gehrling, C. (2025, November 14). [Trouble à la frontière: Un groupe extrémiste nigérian est aussi entré au Bénin](#) [Policy brief]. Clingendael Institute.
- De Bruijne, K., & Bernard, A. Ellis, G., & Lebovich, A. (2025). [Life on the line: Stability and livelihood challenges in the borderlands of Coastal West Africa](#) (Summary report). Cross-Border Conflict Evidence, Policy and Trends (XCEPT).
- European External Action Service. (2025, April). [Attaques meurtrières du 17 avril 2025 au Bénin: L'Union européenne condamne](#).
- Hunter, M., & Ofosu-Peasah, G. (2025, December 3). [Violent extremist threats to northern Ghana's gold sector](#) (Policy brief). Global Initiative Against Transnational Organized Crime.
- International Crisis Group. (2019, December 20). L'Afrique de l'Ouest face au risque de contagion jihadiste (Africa Briefing No. 149). International Crisis Group.
- International Crisis Group. (2023, January 26). [Contenir l'insurrection jihadiste dans le Parc W en Afrique de l'Ouest](#) (Africa Report No. 310). International Crisis Group.
- International Crisis Group. (2023, August 11). [Keeping jihadists out of northern Côte d'Ivoire](#) (Africa Briefing No. 192). International Crisis Group.
- International Crisis Group. (2025, August 1). [An Electoral puzzle: Handling Côte d'Ivoire's high-risk poll](#) (Africa Report No.318). International Crisis Group.
- Kimou Assi, J. C., et al. (2023). [Comprendre les liens entre extrémisme violent et activités illicites dans la région du Folon en Côte d'Ivoire](#). Equal Access International.
- Konrad Adenauer Stiftung. (2022). [La menace djihadiste au nord du Ghana et du Togo: État des lieux et perspectives pour contenir l'expansion](#) (Programme régional Dialogue politique en Afrique de l'Ouest).
- Kotchoni, A.-R., & Edja, A.-H. (2023). [Analyse des politiques publiques en matière de transhumance au Bénin: Analysis of public policies on transhumance in Benin](#). African Scientific Journal, 3(16), 869–893.
- Kuupiel, C. M., & Aubyn, F. K. (2025, September 22). [Guardians at the borders: Localising violent extremism prevention through community watchdog groups in Northern Ghana](#). West Africa Network for Peacebuilding.

- Kwarkye, S. (2020). [Breaking terrorism supply chains in West Africa](#). ISS Today.
- Lebovich, A. (2025). Stability and livelihood challenges in the Sikasso border region between central Mali and southwestern Burkina Faso. In K. de Bruijne, A. Bernard, G. Ellis, & A. Lebovich, Life on the line: Stability and livelihood challenges in coastal West Africa: (Chapter 4). Cross-Border Conflict Evidence, Policy and Trends (XCEPT).
- Madore, F. (2017). Le nouveau dynamisme du salafisme en Côte d'Ivoire: Vers une radicalisation de l'islam ivoirien? Paper presented at the Dixième Congrès International de l'Association des Études Mandé, Aux carrefours des identités: Cohabitation, conflit et réconciliation en Afrique de l'Ouest et dans les Diasporas.
- National Peace Council Ghana. (2020, January 29). [National framework for preventing and countering violent extremism in Ghana](#).
- Nsaibia, H. (2026, February 26). [Q&A: Why is jihadist violence escalating in the Benin, Niger, and Nigeria border triangle?](#) ACLED.
- Organisation for Economic Co-operation and Development, & Sahel and West Africa Club. (2022). Borders and conflicts in North and West Africa (West African Studies). OECD Publishing.
- Prah, P.K.W., & Chanimbe, T. (2021). [Ghana's readiness to combat terrorism: Strategies of security institutions](#). *The International Journal of Intelligence, Security, and Public Affairs*, 23(3), 367-399
- Pellerin, M. (2022, February). [Les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest. Nouvelle terre d'expansion des groupes djihadistes sahéliens?](#) Ifri Notes. Institut français des relations internationales (Ifri).
- [Programme Social du Gouvernement](#). (n.d.). Accueil [Official website]. Government of Côte d'Ivoire.
- Quidelleur, T. (2025, November). Bénin, derrière le mirage de la stabilité: conflits transnationaux et fractures internes. (Note de recherche No. 150). Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM).
- Quidelleur, T. (2024). [Administration de « la brousse » et prémices des conflits armés au Burkina Faso: Le cas des groupes Koglweogo](#). *Revue internationale de politique de développement*.
- Ranstorp, M., & Meines, M. (2025, July). [Les causes profondes de l'extrémisme violent. Fondamentaux, Radicalisation Awareness Network](#).
- République Togolaise. (2023). [Programme d'urgence pour les Savanes: Environ 50 milliards FCFA engagés en un an. République Togolaise](#).
- RECAP. (2024, October). Literature review on peacebuilding, prevention of violent extremism and conflict prevention in West Africa (Working paper).
- Agence suisse pour le développement et la coopération. (2025). [Bénin - Coopération internationale](#). Département fédéral des affaires étrangères.
- Programme des Nations Unies pour le développement (2023, février). [Journey to extremism in Africa: Pathways to recruitment and disengagement](#).
- Programme des Nations Unies pour le développement (2022). [Dynamics of VE in Africa: Conflict ecosystems, political ecology and the spread of the proto-state](#).
- Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. (2025). [FR-Tableau de bord des statistiques mensuelles CÔTE D'IVOIRE - octobre 2025 \[Tableaux de bord et fiches d'information\]](#). Portail de données opérationnelles du HCR.
- Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. (2025). [UNHCR RBWCA - Principaux réfugiés, déplacés internes et apatrides - Novembre 2025 \[Cartes et géodonnées\]](#). Portail de données opérationnelles du HCR.
- Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC), (n.d.). Glossaire, [E4J enseignement secondaire : Terrorisme et extrémisme violent - Guide de l'enseignant, Déclaration de Doha : Promouvoir une culture de la légalité](#).
- Secrétaire général des Nations unies. (2015). [Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent : Rapport du Secrétaire général \(Doc. ONU A/70/674\)](#). Organisation des Nations Unies.
- Ambassade des États-Unis en Côte d'Ivoire. (2024, 23 février). [AFRICOM strengthens partnerships with Côte d'Ivoire](#).
- Vines, A., & Dideberg, R. (2024, octobre). Policy response options for West Africa's security and democracy crisis (Document de travail). Observatório da Paz.
- Wilén, N., & Aning, K. (2025, mars). Countering extremism in West Africa: What options are left? Konrad Adenauer Stiftung.
- Banque mondiale. (2022). [A new \\$450-million regional investment in northern regions of Gulf of Guinea countries seeks to build trust, opportunities, and resilience through social cohesion](#) (communiqué de presse n° 2022/056/AFW).
- Banque mondiale. (2025). [Chômage total des jeunes \(% de la population active totale âgée de 15 à 24 ans\)](#) (estimation modélisée du BIT) - SL.UEM.1524.ZS [Ensemble de données]. Indicateurs du développement mondial.



À PROPOS DES AUTEURS

Le Dr Arsène Brice Bado est vice-président aux affaires académiques et aux relations internationales, et président de l'Université Jésuite d'Abidjan et Directeur Général du Centre de Recherche et d'Action pour la Paix (CERAP). Il dirige le pôle Afrique du projet EGAP (Evidence in Governance and Politics).

Le Dr Kaderi Noagah Bukari est chercheur principal et directeur du département des études sur la paix à la Faculté des études sur le développement de l'Université de Cape Coast. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université de Göttingen et du Centre de recherche sur le développement (ZEF), en Allemagne. Ses domaines de prédilection sont les études sur la paix et les conflits, les relations entre agriculteurs et éleveurs, l'extrémisme violent et le terrorisme, les migrations et la gouvernance.

Le Dr Kokou Folly Lolowou Hetcheli est professeur titulaire de sociologie politique. Il a obtenu son doctorat en sciences politiques (spécialité principale), sociologie et sciences de l'éducation (spécialité secondaire) à l'Université de Münster, en Allemagne. Il est actuellement premier vice-doyen de la Faculté des sciences humaines et sociales à l'Université de Lomé, directeur scientifique du Laboratoire des dynamiques sociales et de l'intégration régionale (LaDySIR) et directeur du Cercle panafricain de recherche sur la sécurité, la paix et le développement (CPR-SPD).

Le Dr Adam Nouhou Loukoumanou est de nationalité béninoise. Il est titulaire d'un doctorat en sociologie du développement de l'Université d'Abomey Calavi (République du Bénin). Socio-anthropologue de formation, il possède plus de vingt ans d'expérience en recherche fondamentale, expérience qu'il a enrichie depuis 2006 grâce à ses travaux au Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL), où il est chercheur principal.

Cyrielle Trebosc est assistante de recherche au sein du programme Sahel et Afrique de l'Ouest du SIPRI. Ses recherches portent sur la prévention de l'extrémisme violent, la gouvernance et les migrations forcées, ainsi que leurs impacts. Elle a contribué à plusieurs rapports basés sur des enquêtes de perception, notamment sur la sécurité et la gouvernance au Sahel.

MENTIONS LÉGALES

Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP)

Trinity Avenue, O Mile 7 Road, Achimota-Accra
P. O. Box CT4434, Cantonments, Accra-Ghana
Link Rd, Dhaka

Tel: +233 302 411 638

Mail: recapsecretariat@wanep.org

www.recapnetwork.org

Mise en page : Studio Ctrl A

© photo : Adobestock «Editorial use only»

"autorisations, droits et autorisations supplémentaires peuvent être requis pour une utilisation commerciale"

© photo : Pexels «libre d'utilisation»

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Réseau de recherche et action pour la paix et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © - 2026 - Réseau de recherche et action pour la paix (Réseau REcAP). Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



Financé par l'Union européenne

RÉSEAU REcAP

Le réseau REcAP est une plateforme interactive de coopération régionale qui rassemble des organisations et des experts en matière de consolidation de la paix et de prévention des conflits et de l'extrémisme violent en Afrique de l'Ouest et dans le bassin du lac Tchad.

Mis en œuvre par le Réseau Ouest-Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), le Conseil danois pour les réfugiés (DRC) et l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), le réseau REcAP a été conçu pour répondre aux limites en matière de capacités et de collaboration entre les experts, les décideurs politiques et les praticiens, et pour améliorer l'impact, les progrès et la durabilité de la recherche, des politiques et des pratiques en matière de consolidation de la paix.

www.recapnetwork.org

